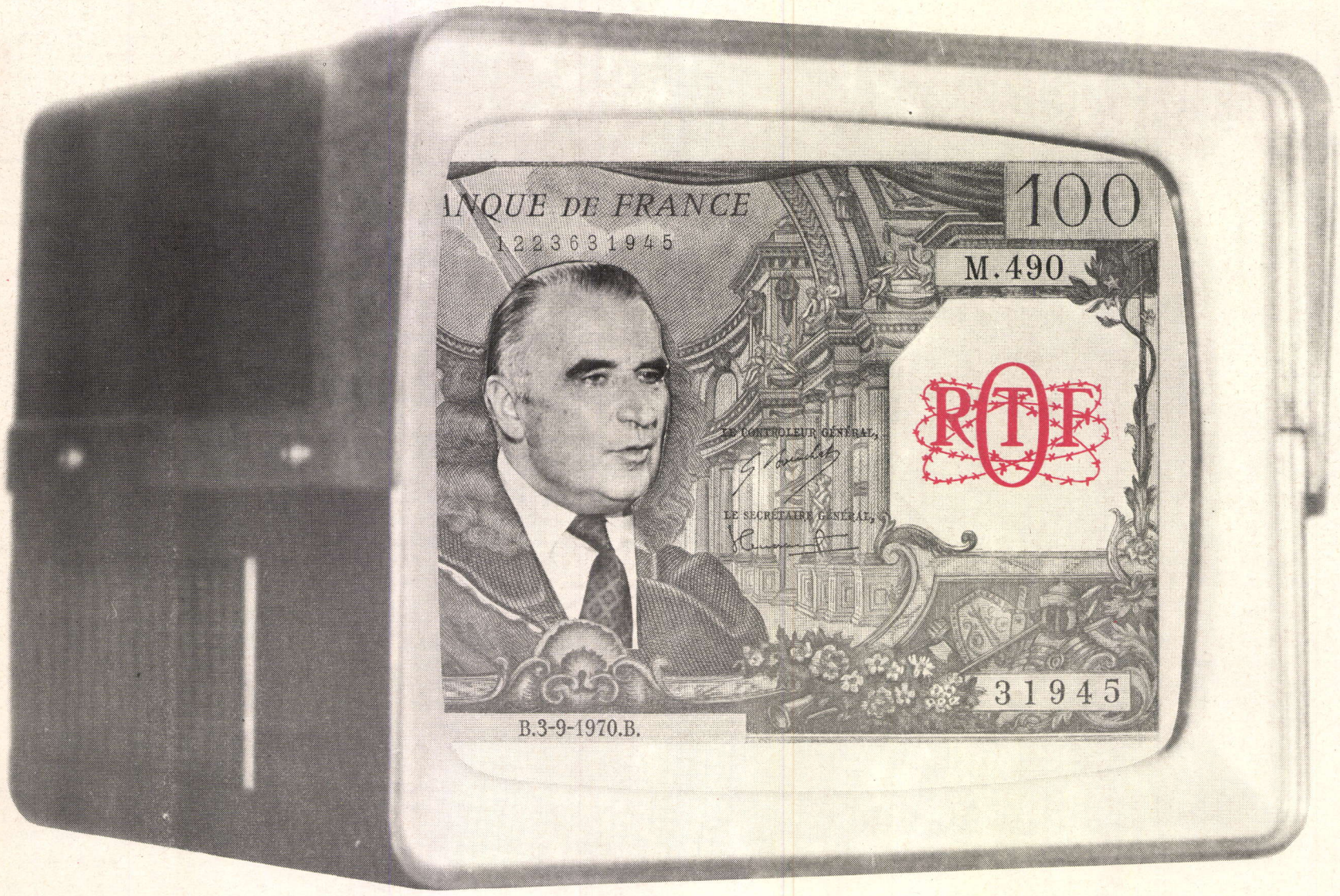
lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 192 — SEMAINE DU 2 AU 8 MAI 1972 — PRIX : 2 F

Derrière l'écran, le rackett



Derrière le rackett, le gouvernement

en bref... en bref... en bref...

L'O.R.T.F.
dans le colimateur

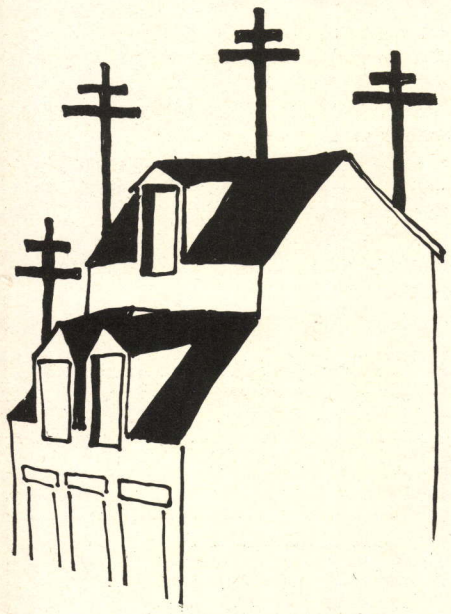
Le rapport Diligent a fait l'effet d'une bombe.

Il cite des noms bien sûr, mais il est surtout une dénonciation de ce qu'il appelle pudiquement les « structures » **de l'O.R.T.F. Et il n'est que trop facile de comprendre que ce qui est en cause c'est une fois de plus un régime politique où le copinage est roi, où tout est bon pour s'emplir les poches tant qu'on est dans les allées du pouvoir.**

Mais ce qui est en cause aussi, c'est ce système où seul compte le profit.

Une fois de plus, on voit apparaître Claude Lipsky, mécène parmi d'autres de l'O.R.T.F.

Mais à côté de plusieurs responsables de l'Office, on voit aussi l'agence Havas dont le P.-D.G. est M. Chavanon



qui fut directeur de la R.T.F. et qui est encore lié à M. de Bresson et à M. Pompidou.

Et les plus visés sont les bien-pensants les mieux en cour, certains étant également élus U.D.R.

C'est la lettre célèbre du directeur d'Havas Conseil Relations publiques : « M. Sabbagh, grâce à l'intervention de Mlle Pierron (fonctionnaire détachée de la Préfecture de Police), nous a proposé de mettre dans les différentes pièces qu'il tourne, les produits qui nous intéresseraient : Amora, cuisinières, etc. ». **Et le rapport va jusqu'à accuser Havas d'avoir produit ensuite un faux !**

Et les exemples de se succéder : il y en a une trentaine, mettant en cause une vingtaine de personnalités et de nombreuses émissions.

En outre, on nous apprend que les collectes pour les « grandes causes nationales » rapportaient gros à Havas, aux présentateurs, et à l'Etat (sous forme de T.V.A.) ! Ce fut près de deux millions (nouveaux) lors de la collecte pour la recherche médicale, plus encore pour l'enfance handicapée !

Quant aux personnalités mises en cause, elles « tombent des nues » !

Pierre Sabbagh « ne peut rien déclarer ». **Raymond Marcillac** « peut aisément répondre aux questions qui le concernent » **mais ne fait que noyer le poisson. Pour Charles Finaltéry,** « il n'y a pas de quoi fouetter un chat » **et il en profite pour mettre Mme Pompidou dans le bain.**

Quant à la Direction Générale de l'Office, elle semble fermement décidée... à étouffer l'affaire !

Rien d'étonnant. Le pouvoir a voulu une O.R.T.F. à sa botte, il a une O.R.T.F. à son image.

Comment dans ces conditions pourrait-il la réformer ?

L'O.R.T.F. à la télé

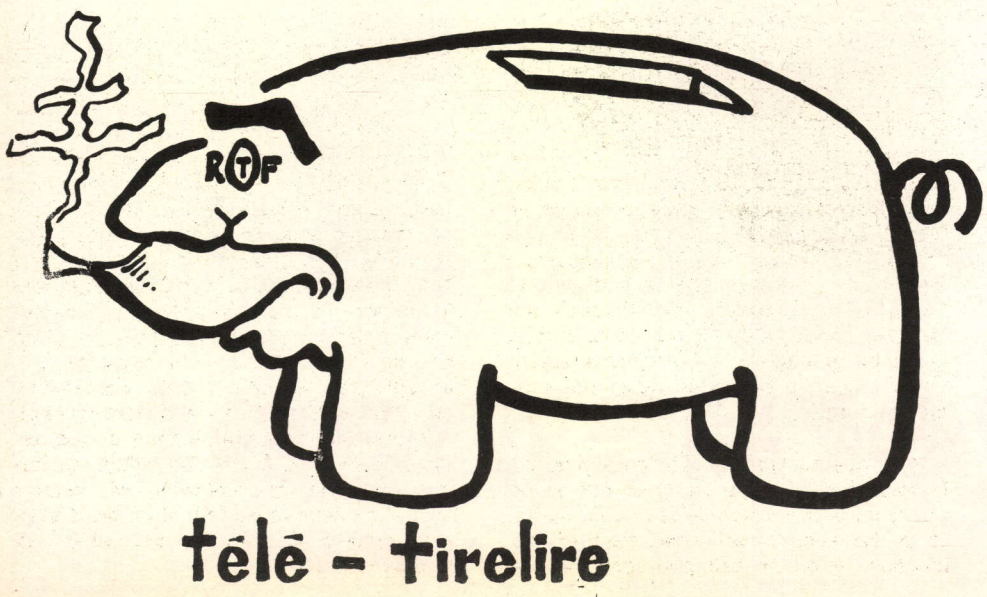
Jeudi 27 avril, le directeur général de l'O.R.T.F., M. de Bresson, « s'expliquait » devant quelques journalistes et plusieurs millions de téléspectateurs.

Ce fut pitoyable.

Que de contorsions pour défendre l'indéfendable ! Car, « il y avait, peut-être, certains faits reprochables... des incidents... des erreurs... mais c'est un problème limité ».

Tout le mal viendrait d'un accident de voiture qui a mis M. de Bresson hors d'état de faire le ménage dans sa maison !

En fait, il s'est borné à répéter le communiqué émanant de ses services : « la direction générale de l'Office estime qu'il ne lui appartient pas de formuler des observations » **sur le rapport Diligent ;** « la publicité clandestine est un phénomène restreint... ».



Jouant tour à tour les Ponce-Pilate, Jeanne d'Arc et Saint-Laurent sur le gril, M. de Bresson a affirmé qu'il n'y avait que 20 personnes en cause sur 13 000 employés de l'Office. Mais il faut comparer ce qui est comparable : il s'agit de 20 personnes responsables des émissions, et elles ne sont pas seules en cause. D'après un rapport interne à l'O.R.T.F., il y règne « un climat de vénalité et d'affairisme dans certains milieux ». **De même, face à un scandale généralisé, il n'est pas sérieux de prétendre que seules trente heures d'émissions sont en cause.**

Pour éluder le problème des sanctions, M. de Bresson a déclaré : « la chasse aux sorcières est quelque chose de déplorable ». **On eut aimé entendre cela en septembre 1968, lors des licenciements des journalistes grévistes.**

Quoiqu'il en soit, M. de Bresson aura quand même fait la démonstration qu'il n'y a pas d'objectivité à l'O.R.T.F. !

La hausse des prix et le référendum

Les traditions gouvernementales ne se perdent pas surtout quand elles sont bonnes. C'est ainsi que huit jours après le référendum et en plein milieu du week-end du 1er mai, le ministre des Transports annonce par surprise la hausse des tarifs voyageurs de la S.N.C.F. Une bagatelle : 4,96 % pour ne pas dire 5 %. Ceux qui n'auront pas pris la précaution de payer un aller-retour devront donc débourser plus pour rentrer chez eux. Qu'ils se consolent : les automobilistes ne sont pas mieux lotis ; depuis quelques jours également les prix de vente des voitures ont aussi augmenté, 3 % en moyenne chez Renault qui avait déjà donné pas mal de coups de pouce à ses prix l'an passé et même au début de cette année. Là encore, l'augmentation était prévue pour avril mais, à cause du référendum, on avait reçu la consigne de différer la hausse afin de ne pas brouiller l'humeur des électeurs.

Et il y a tout lieu de penser que ça ne s'arrêtera pas là puisque les prix industriels viennent d'être libérés du fameux barrage anti-hausse de Giscard. Certes ce plan avait beau ressembler plus à une écluse qu'à un barrage, il réglementait au moins un peu le passage des péniches de hausse, maintenant ça passera tout seul. Et comme on prévoit en outre de nouvelles augmentations des tarifs agricoles, les ménagères vont encore devoir faire des acrobaties budgétaires pour boucler le mois.

De mars 1971 à mars 1972, la hausse des prix aurait été d'après l'indice officiel de 5,8 %, et si l'on ne tient compte que des prix alimentaires relevés par le même indice elle se situerait aux alentours de 7 %. C'est reconnaître même au travers d'indices truqués et sélectionnés pour leur stabilité, qu'une partie très importante du budget des familles ouvrières, celle qui concerne la nourriture, a été durement touchée ces derniers mois.

Les revendications des cheminots ne sont pas satisfaites, et les tarifs S.N.C.F. augmentent... (Ph. A.F.P).

Aussi le gouvernement a-t-il décidé de faire un grand geste, il va augmenter le S.M.I.C., au-delà même de la hausse officielle des prix. Soyons justes, cette mesure n'est pas une surprise, il l'a trompettée à la veille du référendum sans doute pour détendre l'humeur des électeurs. Bref pour les quelque 600 000 smicards de ce pays la paie va atteindre la somme astronomique de 700 F par mois pour 40 heures par semaine. Ça, c'est du social.

Si après ça les smicards reconnaissants ne sont pas allés mettre un bulletin OUI dans l'urne c'est qu'ils n'ont même pas la reconnaissance du ventre, ou alors c'est comme l'a écrit la grande presse qu'ils se désintéressent de la politique extérieure, à moins, comme le déplore le Figaro, **qu'ils ne soient incapables de répondre simplement à une question simple. Car enfin il est bien évident que le référendum ne portait que sur l'Europe, et que les augmentations de prix différées jusqu'au lendemain du résultat ou les augmentations du S.M.I.C. annoncées avant ce même résultat, n'étaient que hasard singulier et coïncidence heureuse.**

Il n'empêche que, même en mettant ce hasard avec lui, Pompidou s'est ramassé une gentille gamelle.

---

lutte ouvrière

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
Département Presse Offset
4, rue du Boulol

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 152-06
75-Paris-6e

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	**30 F**
	1 an :	**50 F**
sous pli fermé :	6 mois :	**70 F**
	1 an :	**130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

O.R.T.F.

DERRIERE L'ECRAN, LE RACKETT...

DERRIERE LE RACKETT, LE GOUVERNEMENT !

DECIDEMENT, les scandales se suivent et se ressemblent. Après les escroqueries immobilières, après la feuille d'impôts de Chaban-Delmas, après le château de Chirac, voilà que le rapport de la Commission sénatoriale d'enquête sur la publicité clandestine à l'O.R.T.F. étale au grand jour l' « affairisme » qui règne dans les couloirs de cet organisme.

Les noms prononcés ne sont pas ceux d'inconnus. Pierre Bellemare, Georges De Caunes, Raymond Marcillac, Guy Lux sont promoteurs d'émissions « populaires ». Pour des millions de téléspectateurs, ils ont un visage familier, et en définitive, populaire. Ils ont même une autorité morale qu'ils ont forgé en rappelant, au cours de campagnes sur les « grandes causes nationales », les citoyens à leurs devoirs humanitaires. Qui ne se souvient de leurs accents pathétiques pour appeler les Français, y compris les plus modestes, à descendre dans les mairies verser leur obole pour la recherche médicale ? Qui ne se souvient des queues où les plus humbles, de la simple ménagère au manœuvre, venaient montrer qu'on ne fait pas en vain appel à leur générosité ?

Eh bien, la face cachée du poste de télé sort de l'ombre. Derrière le sourire des speakers, derrière leurs accents parfois pathétiques, il y a de bonnes grosses affaires ; il y a, là comme ailleurs, la seule loi que connaisse le capitalisme : la loi des gros sous.

Pour une Société qui cherche à faire parler d'elle, les Pierre Bellemare, les Georges De Caunes et les Pierre Sabbagh sont d'intéressantes relations. En tant que chefs d'émissions, ils peuvent décider de faire glisser la caméra sur un pot de moutarde Amora, ou sur une cuisinière Untel. Ils peuvent même décider de réaliser une émission entière ; ainsi, l'émission « Les coulisses de l'exploit », consacrée aux routiers, ne l'était pas par hasard : le syndicat des Transporteurs routiers était, pour cela, entré en relations avec Raymond Marcillac.

Comment nouer d'aussi fructueuses relations entre la moutarde Amora, les vins Nicolas, le syndicat d'initiative d'une station de sports d'hiver ou les parfums Lancôme et les chefs d'émission ? C'est très simple : il existe une firme spécialisée, Havas-Conseil-Relations Publiques, qui, moyennant finances, est toute prête à établir des « relations publiques » avec qui vous voulez et en particulier avec les cadres de l'O.R.T.F. Havas-Conseil vend des « relations publiques » comme d'autres vendent de la margarine et établit pour cela des factures en bonne et due forme, T.V.A. comprise, dont le poste principal est en général le poste « honoraires ». Lisez : le prix qu'il faut payer au chef d'émission, au réalisateur, au cameraman, pour qu'ils se laissent convaincre de réaliser telle émission ou de laisser glisser l'œil de la caméra sur telle ou telle pancarte publicitaire.

Ainsi, la réalisation d'une émission est une bonne affaire pour tout le monde, de la firme annonceuse à la maison Havas-Conseil, en passant par les chefs d'émission de l'O.R.T.F., et... le ministère des Finances qui prélève la T.V.A. sur les « relations publiques » au même titre que sur les boîtes de petits pois ! Et, puisqu'une émission est une bonne affaire, pourquoi les émissions sur les « grandes causes nationales » feraient-elles exception ? Sur les 30 millions de francs rapportés par la collecte pour la recherche médicale, la Fondation pour la recherche médicale a versé 1.792.696 F (près de 200 millions d'anciens francs), soit environ 6 %, à la maison Havas-Conseil-Relations Publiques. La facture comprend 220.696 F de T.V.A., le reste comprenant, outre les frais techniques divers, les « honoraires » non moins divers touchés par Havas ou par ses « relations publiques » à l'O.R.T.F. L'argent n'a pas d'odeur, et lorsqu'il provient de l'appel aux sentiments désintéressés de la population, c'est, n'est-ce pas, toujours de l'argent !

Toutes les personnes impliquées dans le rapport du Sénat crient aujourd'hui à la calomnie, et dénoncent tous ces « ragots ». A leurs yeux, ils n'ont rien fait de malhonnête. Le président d'Havas-Conseil-Relations Publiques, le syndicat des Cadres de cette honorable entreprise, multiplient les conférences de presse et les démentis pour démontrer qu'ils n'ont fait là que des opérations commerciales tout à fait licites, et qu'il n'y a pas de quoi fouetter un chat.

A leur manière, ils ont raison. Les « secrets » révélés par le Sénat sont des secrets de polichinelle. Dans un monde où tout se vend, y compris les bons sentiments, pourquoi ne vendrait-on pas aussi, au plus offrant, les émissions de télévision ? Pourquoi les réalisateurs ne toucheraient-ils pas leur pourcentage sur l'argent qu'ils ont fait rentrer par leurs accents pathétiques ? Ce qu'ils pratiquent là, n'est-ce pas ce que tout le monde fait dans le monde des affaires ? Alors pourquoi braquer les projecteurs sur leurs agissements plutôt que sur les malversations de la Société Truc ou la corruption organisée par la maison Untel ?

C'est vrai ; ce dont le public s'indigne aujourd'hui à juste titre n'est qu'une toute petite partie des pratiques courantes dans le monde des affaires. Ce n'est qu'une conséquence de la toute-puissance de l'argent dans cette société. Et si l'on condamne la « publicité clandestine » au profit de marques commerciales que dire de la « publicité clandestine » faite par la télévision et la radio au profit du gouvernement, derrière la fausse objectivité des commentaires journalistiques ?

Quoiqu'il en soit, et quelles que soient les intentions du Sénat lorsqu'il enquête sur ce point plutôt que sur tel autre, un coin du voile a été levé pour le grand public, sur un monde où l'on se partage des millions à son détriment. Car c'est tout de même lui que l'on cherche ainsi à persuader d'acheter tel ou tel produit, ou de donner pour telle ou telle grande cause. C'est lui qui paye les « relations publiques » de tous ces gens. Et c'est lui qui n'apprécie pas d'être le dindon de cette farce : la farce de l'argent-roi.

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société

Page 4
— Après le plébiscite raté de Pompidou.
Page 7
— Le dictateur malien reçu par Pompidou.
Page 13
— Universités et lycées.

● Le RPF

Pages 10-11
— Il y a vingt-cinq ans, De Gaulle lançait le RPF.

● Le P.C.F. à l'œuvre

Page 12
— Belfort : sourire pour les curés...
— Angoulême : police pour les gauchistes.

● Dans les entreprises

Page 8
— Aux Nouvelles Galeries (Thionville) : patrons, flics, assassins !
— Rhône-Poulenc assassin.
Page 9
— Alsthom-Delle (St-Ouen) : Contre les licenciements, occupation !
— S.C.P.C. (Cournon - Puy-de-Dôme) : Pour les revendications : occupation !
Page 15
— Lang : recul de la direction.
— Ideal-Standard : effervescence dans l'entreprise.
— C.I.T. : débrayages sur les chantiers.
Page 16
— Renault : intoxication au centre d'essai.
— Renault-Flins : accident à l'entrée.
Page 17
— Trois élections de délégués du personnel.

DANS LE MONDE

ESPAGNE
Page 6
— Les événements de El Ferrol, les 9-10 mars 1972.

DIVERS

Page 18
— Livres : Voline : « La révolution inconnue » - Skirda : « Kronstadt 1921 ».
Page 19
— Cinéma : La Mandarine - I Cannibali.

La reprise des négociations de Paris : un succès pour le F.N.L.

NIXON a accepté de reprendre les négociations avec le Nord Vietnam et le FNL. Dès jeudi dernier la délégation américaine reprenait le chemin de l'avenue Kléber à Paris.

Les Américains avaient décidé d'interrompre ces négociations il y a un mois parce qu'elles « piétinaient », que les choses « n'avançaient pas » et qu'ils en avaient assez, disaient-ils, d'écouter des « discours propagandistes ». Depuis l'offensive du FNL et du Nord Vietnam ils avaient affirmé à maintes reprises qu'ils ne négocieraient pas sous la menace militaire et que Nords Vietnamiens et FNL devaient d'abord arrêter leurs attaques pour que les pourparlers recommencent.

Ils ont dû céder et reprendre les négociations bien que l'offensive continue. Ils ont cédé en fait parce que l'offensive continue.

Et aucune considération, aucun geste, aucune rodomontade par lesquels le gouvernement américain et ses représentants ont essayé de masquer cette raison essentielle n'a pu faire illusion.

Il est non seulement possible mais certain que Kissinger, le conseiller de Nixon en politique étrangère, est allé chercher à Moscou certaines assurances pour l'avenir sinon du Vietnam du moins du Sud-Est asiatique. Mais, la preuve en a été administrée à son retour même, il en est revenu aussi avec la certitude que pour régler les affaires vietnamiennes il fallait traiter avec les représentants des combattants vietnamiens.

Certes les troupes de Saigon ne se sont pas totalement effondrées comme on pouvait le penser au début de cette offensive et comme le craignaient sans doute un certain nombre de dirigeants américains eux-mêmes. Au point que, soulagés de les voir seulement reculer pas à pas, céder base après base, mais conserver tout de même jusqu'ici une certaine discipline et un certain ordre et non pas s'enfuir dans la plus complète débandade, ils en viennent à parler du « succès » de la vietnamisation. Succès de la vietnamisation avec Quang-Tri investie, Hué menacée, et l'adversaire remportant des victoires sur tous les fronts ? Cela donne assez bien la limite dans laquelle les dirigeants américains croient à ce mythe qu'ils ont eux-mêmes forgé.

Plus que toutes les considérations sur la solidité de l'armée de Thieu qui, aidée par toute la puissance de feu de la marine et de l'aviation américaines, tient encore le coup — on ne sait pour combien de temps — plus que les retraits des troupes américaines qui vont continuer, paraît-il, alors que l'aviation et la marine américaines stationnées dans cette région du monde sont renforcées chaque jour par de nouvelles unités, une chose est significative : Nixon a accepté de reprendre les pourparlers avec le FNL et le gouvernement de Hanoï. C'est bien le signe que l'offensive actuelle a confirmé pour tout le monde, et d'abord pour le gouvernement américain lui-même, qu'il n'y aura pas de règlement au Vietnam qui ne soit accepté par les combattants vietnamiens eux-mêmes. Et qu'il n'y a d'autre solution à brève ou moyenne échéance que de traiter avec eux. Quels que soient les autres objectifs que pouvait se donner l'actuelle offensive du FNL et du Nord Vietnam, celui-là en tous les cas est d'ores et déjà atteint.

huit jours après le plébiscite raté de Pompidou

Quand s'abstenir est la meilleure façon d'agir

Heureusement pour l'U.D.R. qu'il s'est trouvé quelques électeurs pour remplir leur « devoir de citoyen »... (Ph. A.F.P.)

LA fête finie, les lampions de la Saint-Georges éteints, piteusement Pompidou a dû faire ses comptes.

Et, à l'évidence, en dépit de toutes les manipulations de chiffres et de pourcentages, l'opération plébiscitaire qu'on disait si habilement montée parce qu'elle divisait le P.S. et le P.C., parce qu'elle ralliait les centristes d'opposition, a fait long feu. Les calculs de vieux maquignon retors de l'Elysée ont été déjoués. Et ils l'ont été non pas parce que des millions d'électeurs se sont dérangés pour aller déposer leur bulletin « non » dans l'urne, bien que les cinq millions de « non » constituent une manifestation non négligeable de l'opposition des travailleurs et de la population laborieuse à la politique de Pompidou, mais parce que, justement, près de 40 % des électeurs inscrits refusaient de se rendre aux urnes, le 23 avril, tandis que plus de 7 % y déposaient un bulletin nul.

Car l'élément le plus significatif du dernier référendum est constitué, personne ne le nie, par l'importance des abstentions. Les hommes de la majorité ont beau aujourd'hui expliquer que ce qui compte, c'est le nombre de Français qui ont dit oui à l'Europe, que la question était difficile, que les électeurs ne se préoccupaient pas de la question posée, ils ne peuvent malgré tout cacher leur dépit. Et leur déception confirme, s'il en était besoin, que la question posée concernait moins l'Europe des Six ou des Dix, que « l'équation personnelle » de Pompidou. Quant au P.C.F., il confirme lui aussi indirectement l'efficacité de l'abstention en les faisant figurer dans les calculs qu'il met en avant pour illustrer l'échec du pouvoir. C'est donc que le fait de refuser le piège, le fait de ne pas se rendre aux urnes constitue un acte efficace, et en fin de compte un acte positif, en dépit de ce qu'en disent ceux qui invoquaient la nécessité de ne pas abandonner le terrain électoral aux seuls partisans du pouvoir. Car ce refus d'obéissance de près de la moitié des Français qui disposent du droit de vote constitue un précédent beaucoup plus inquiétant pour le pouvoir que ne l'aurait été une forte proportion de « non » avec une forte participation électorale. En effet, le 23 avril, ceux qui volontairement ne se sont pas rendus aux urnes ont manifesté leur refus de ne pas se faire piéger. Et c'est cela l'important.

Certes, au niveau des états-majors, ceux qui préconisaient l'abstention n'allaient pas si loin.

Quand Mitterrand et le nouveau P.S. ont appelé à s'abstenir, ils ne songeaient nullement à remettre en cause le principe référendaire. Ils comptaient bien s'en servir à l'occasion, et ils l'ont dit. Ils essayaient simplement de se sortir d'une situation embarrassante. Et l'abstention leur a permis de ne pas dire non à l'Europe du capital, tout en n'étant pas obligé de dire oui à Pompidou. Et il ne s'agit certes pas pour nous de nier l'évidence et de considérer que chaque abstentionniste s'est rallié aux positions des révolutionnaires. Mais par-delà les intentions de chacun, le refus global constitue un élément décisif.

C'est l'abstention qui donne toute sa signification à l'échec de Pompidou. Et c'est pour cela qu'elle constituait la seule réponse valable, celle qui correspondait aux sentiments de la population laborieuse. Plus que le non à l'Europe du P.C., le refus de vote a permis à la classe ouvrière de s'exprimer et de dire à Pompidou ce qu'elle pense de lui.

J.-P. VALI

L'électorat du P.C.F. et le non

...et heureusement pour le P.C.F. qu'une partie de son électorat lui est resté fidèle. (Ph. A.F.P.)

AU lendemain du référendum, Georges Marchais a écrit dans un éditorial de **l'Humanité** « ... le « non » — pour lequel le Parti Communiste Français était le seul à appeler à voter — obtient environ 5 millions de voix, soit plus de 32 % des suffrages exprimés, pourcentage jamais atteint par le P.C.F. ».

Vouloir attribuer à l'influence du seul Parti Communiste Français les 5 millions de « non », affirmer que depuis la candidature Duclos en 1969, le P.C.F. a donc gagné de 2 à 300.000 voix est somme toute de bonne guerre mais correspond assez peu à la réalité. Dans des départements où l'influence du P.C.F. est faible et celle de la droite prépondérante, dans des quartiers réactionnaires des grandes villes où la population n'a guère de sympathie pour la gauche en général et pour le P.C.F. en particulier, le « non » obtient souvent des pourcentages extrêmement forts. Ce qui prouve simplement qu'une partie de l'électorat de droite a refusé d'apporter sa caution à Pompidou et à sa politique.

En fait, l'électorat ouvrier traditionnel du P.C.F. est loin de se retrouver dans les « non » comme le montre l'écart des voix obtenues par Duclos en 1969 et celles qui se sont portées sur le « non » dans les municipalités du P.C.F. ou les régions où son influence est prépondérante.

Par exemple, dans les trois départements de la « ceinture rouge » parisienne, quand on compare le nombre de « non » et le nombre de voix obtenues par Duclos, on trouve en moins 24.000 voix dans les Hauts-de-Seine, le même chiffre en Seine-St-Denis et plus de 10.000 dans le Val-de-Marne. Dans les fiefs du P.C.F., la différence est particulièrement nette : moins 1.045 à Colombes, moins 1.640 à Nanterre, moins 2.785 à Aubervilliers, moins 1.234 à Bagnolet, moins 1.139 à La Courneuve, moins 2.016 à Drancy, moins 2.915 à Montreuil, moins 3.333 à St-Denis, moins 1.969 à St-Ouen, moins 2.435 à Ivry.

Même phénomène en province où l'écart est sensible dans les Bouches-du-Rhône, au Havre, dans les municipalités P.C.F. de la région lyonnaise ou les régions minières du Nord. Et dans la mesure où, même dans ces circonscriptions, un certain nombre de « non » ne provient pas de l'électorat du P.C.F., le nombre d'électeurs communistes traditionnels qui se sont abstenus est encore plus grand que le fait apparaître la différence entre les voix de Duclos et les « non ».

Apparemment, malgré ses efforts, le P.C.F. n'a pas réussi à mobiliser la totalité de son électorat habituel sur le « non » et à convaincre ses troupes que ce vote était un moyen efficace de s'opposer à Pompidou.

Jean LIEVIN.

HIRSON : l'assassinat d'un militant communiste... et les silences du parti

LA fin de la campagne électorale aura été marquée à Hirson, dans l'Aisne, par l'assassinat d'un communiste de 29 ans, Michel Labroche, qui montait la garde devant un panneau électoral. C'est un militaire de carrière, fils d'un UDR bien connu de la ville, qui a volontairement lancé sa voiture contre Michel Labroche et l'a écrasé.

Les méthodes de gangster employées par les hommes de main de la majorité lors des campagnes électorales sont pratiques courantes. Il ne se passe pas de campagne qui ne se solde par de violents affrontements lors desquels les nervis de l'UDR, CDR et SAC attaquent, matraquent et parfois tuent. Lors de la campagne électorale de juin 68, un jeune communiste de 18 ans, Marc Lanvin, avait ainsi été abattu à coups de revolver dans la région d'Arras.

Les hommes de main de l'UDR, CDR et autres SAC n'hésitent pas à manier la gâchette et à aller jusqu'à l'assassinat.

Les organisations de gauche et d'extrême-gauche se sont élevées contre ces méthodes de gangsters et une foule nombreuse, à Hirson, a condamné l'assassinat en participant aux obsèques.

André Wurmser, dans *l'Humanité*, a trouvé dans l'évocation de ce tragique événement un nouveau moyen d'attaquer les gauchistes. « *Toute la presse*, écrit-il, *a monté en épingle l'assassinat de Pierre Overney. Par contre cette même presse s'est bien gardée de parler autant de l'assassinat de Michel Labroche, ce qui prouve bien la collusion des gauchistes et du pouvoir.* »

Mais le Parti Communiste a-t-il autant parlé de cet assassinat qu'il aurait dû le faire ? Georges Marchais qui, dimanche soir, pour commenter les résultats du référendum a pu à la télé et à la radio s'adresser à toute la population en a-t-il profité pour dénoncer l'assassinat qui datait du matin même ? S'est-il adressé à l'ensemble des auditeurs, des téléspectateurs pour leur annoncer le crime, pour démasquer ceux qui sont à l'origine du meurtre ? Non. Marchais s'est contenté de joutes oratoires avec les représentants du pouvoir, avec les chefs des tueurs qui ont fait assassiner Michel Labroche. Quant à la place accordée dans la presse du P.C. à cet assassinat, elle a été infiniment moins grande que celle accordée à l'époque à l'enlèvement de Nogrette.

La protestation du P.C. contre l'assassinat de l'un de ses militants a été bien loin de ce qu'il aurait pu faire. Le P.C. réclame du pouvoir qui subventionne CDR et autres hommes de main, la dissolution de ces mêmes CDR et SAC. Le P.C.F. a cependant les forces, en faisant appel à la classe ouvrière, en la mobilisant contre les crimes des hommes de main du pouvoir, de venger ses morts et de contribuer à empêcher que de tels crimes se reproduisent. Mais cela le P.C.F. ne l'a pas voulu.

Geneviève LAGRANGE.

1er MAI 1972

LA MANIFESTATION DES REVOLUTIONNAIRES A PARIS

CETTE année, comme en 1971, l'ostracisme jeté par la direction du Parti Communiste Français sur les « gauchistes » avait rendu impossible une manifestation unique de toutes les forces se réclamant de la classe ouvrière et du socialisme, pour le 1er mai, à Paris.

Et cette année, comme en 1971, les révolutionnaires avaient relevé le défi, et appelé à leur propre manifestation.

C'est ainsi que des milliers de manifestants ont remonté, lundi matin, de la République à la place Gambetta, en passant par les rues du Faubourg-du-Temple, de Belleville, et des Pyrénées, plus nombreux peut-être encore que pour le 1er mai 1971.

C'est un groupe de travailleurs du Joint Français, en grève depuis deux mois pour leurs revendications, venus tout exprès de Saint-Brieuc pour l'occasion, qui ouvraient le cortège, suivis par des travailleurs de l'Alsthom Saint-Ouen (une autre entreprise du groupe C.G.E. auquel appartient également le Joint Français) qui occupent leur usine depuis le 20 avril, pour lutter contre les licenciements décidés par leur patron.

Drapeaux bretons et drapeaux rouges : le groupe du Joint Français. (Ph. L.O.)

Derrière ces camarades venaient les groupes des dix organisations ayant appelé à cette manifestation : Lutte Ouvrière, l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste, l'A.M.R., la Ligue Communiste, le P.S.U., Révolution, La Cause du Peuple, l'Humanité Rouge, Ligne Rouge, le Secours Rouge.

Si le folklore gauchiste n'était malheureusement pas absent de ce cortège, le nombre des manifestants constituait une nouvelle preuve de la vigueur du mouvement révolutionnaire.

Et c'est devant une foule immense, qui débordait des limites de la place Gambetta, qu'une camarade donna lecture de la déclaration commune des groupes ayant organisé cette manifestation, avant que ne commence un bref spectacle, avec la participation de Colette Magny et d'un orchestre pop, donné au profit des grévistes du Joint Français.

A l'issue de la manifestation organisée l'après-midi par la C.G.T., Georges Séguy devait « regretter », d'après le terme même de l'Humanité, l'absence de la C.F.D.T. Mais il devrait se souvenir que c'est la direction de la C.G.T., et personne d'autre, qui a fourni à la C.F.D.T. sinon des raisons, du moins des prétextes, pour ne pas défiler avec la C.G.T. le 1er mai.

Et les organisateurs de la manifestation cégétiste, comme l'Humanité du lendemain, pouvaient bien gonfler outrageusement le chiffre des participants à leur propre cortège, il n'en reste pas moins que la manifestation des révolutionnaires était loin de faire mauvaise figure à côté de celle de la « grande C.G.T. », et que la politique du P.C.F. visant à couper le plus complètement possible ses propres troupes du mouvement révolutionnaire n'empêche pas le développement de celui-ci.

F.D.

SEULS LES REVOLUTIONNAIRES ONT MANIFESTE A ROUEN

A Rouen, cette année, les organisations syndicales n'appelaient pas au traditionnel rassemblement du 1er mai.

Le P.S.U., Lutte Ouvrière et la Ligue, pensant qu'il appartenait aux révolutionnaires de faire que le 1er mai 1972 ne passe pas totalement inaperçu en tant que journée de lutte des travailleurs, décidèrent l'organisation d'une manifestation avec Révolution, après avoir proposé au PC, à la CGT et la CFDT d'organiser une manifestation en commun, proposition restée évidemment sans réponse.

C'est plus de 300 personnes, en majorité des jeunes, qui étaient au rassemblement place Saint-Vivien.

Après les interventions des différentes organisations un cortège se déroula sans incident dans les rues de Rouen.

Comple tenu du fait que le 1er mai se situait un lundi de fin de week-end, cette initiative des révolutionnaires de manifester seuls pour la première fois le 1er mai à Rouen fut un succès.

Correspondant L.O.

EN ESPAGNE, LES COMMISSIONS OUVRIÈRES PASSENT A L'OFFENSIVE

Si les grandes organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière française, PCF et CGT en tête, déploient tous leurs efforts pour que le jour de la « fête du travail », la vente des brins de muguet soit au plus haut point rentable, il est un pays où le 1er mai n'a pas perdu son sens de journée de lutte des travailleurs, et ce pays, c'est l'Espagne.

Plusieurs semaines avant le 1er mai 1972, l'offensive était déjà lancée par les commissions ouvrières, syndicats clandestins et traqués par la police franquiste, mais pas moins omniprésents pour autant.

Le lundi 24 avril en effet, malgré l'arrestation deux jours auparavant d'une trentaine de militants, à l'appel des commissions ouvrières, quelque 5.000 ouvriers du bâtiment commençaient une grève. Pourquoi les organisations ouvrières clandestines ont-elles donc choisi ce secteur du bâtiment pour engager leur première action de préparation à la journée du 1er mai, alors que le chômage sévit si profondément dans cette profession, s'interrogeait, le 27 avril, le journaliste du *Monde*, qui doit être formé à la fréquentation de Séguy et consorts. C'est qu'en Espagne aujourd'hui, les travailleurs possèdent ce qui dépasse apparemment les limites de la compréhension de beaucoup : une conscience de classe. En effet, au lieu de les décourager et de les intimider, le chômage décuple leur colère et renforce leur combativité. Ceux qui ont du travail ont un sens suffisamment profond de la solidarité pour lutter pour la défense des intérêts généraux de leur classe. Et penser qu'ils pourraient rester « sages » de crainte de perdre leur place, c'est faire injure à leur sens de la dignité.

Après que les ouvriers madrilènes du bâtiment aient engagé la lutte, grèves et manifestations ont éclaté dans d'autres secteurs et d'autres villes.

Le jeudi 27 avril, plusieurs centaines de jeunes, brandissant des drapeaux rouges, ont défilé dans les quartiers populaires de la capitale, aux cris de *« A bas la dictature »*, et cela, malgré les quadrillages policiers serrés de la ville.

Le vendredi 28, c'est à Barcelone que 2.000 ouvriers scandant *« Liberté »* et *« Vivent les Commissions Ouvrières »* ont manifesté au centre de la ville, bloqué la circulation et diffusé des tracts appelant à la grève générale.

Toujours ce même vendredi 28, à Pasajès, près de Saint-Sébastien, 3.000 ouvriers des chantiers navals « Luzuriaga » ont fait grève. Au même moment les étudiants désertaient l'université.

Le 1er mai lui-même a été marqué, en dépit de la mise en place d'un important dispositif policier, par de nombreuses manifestations, en particulier à Madrid.

Face à la dictature, la classe ouvrière espagnole continue le combat.

Michelle VERDIER.

Espagne

Les événements de El Ferrol
des 9 et 10 mars 1972

Ci-dessous le récit des événements survenus à El Ferrol les 9 et 10 mars ; récit qui nous a été communiqué par la rédaction de La Batalla, **organe du P.O.U.M. Bien que ces événements soient maintenant vieux de près de deux mois, le récit détaillé de cette lutte des travailleurs espagnols et de l'assassinat de deux d'entre eux par la police franquiste, reste, malheureusement, bien d'actualité et peut nous permettre de comprendre les conditions difficiles dans lesquelles combat la classe ouvrière d'Espagne.**

Créée en 1947, l'entreprise Bazan travaille essentiellement pour la marine de guerre ; elle dispose de plusieurs grandes installations à El Ferrol, Cartagena, San Fernando (Cadix) et La Luz (Tenerife). L'entreprise Bazan de El Ferrol (518.000 m2) emploie quelque six mille personnes. Les commandes actuelles garantissent le fonctionnement de l'entreprise jusqu'en 1975.

Antécédents du conflit

En accord avec les dispositions du ministère du Travail sur les Conventions collectives, les travailleurs de El Ferrol demandèrent en temps voulu, à travers leur délégué d'entreprise [du syndicat officiel] l'ouverture de discussions pour la signature d'un accord d'établissement à El Ferrol. La C.N.S. [syndicat officiel] accueillit favorablement cette demande (son bulletin d'information provincial du mois de décembre fit allusion à l'accord dans une liste des négociations en cours à l'échelle provinciale pour 1972).

Mais le délégué de Bazan, qui avait déjà élaboré un projet pour la discussion, reçut une convocation le 24 janvier : il devait se rendre à Madrid le 26 pour discuter d'un accord national (établissements de El Ferrol, Cadix et Carthagène).

Il faut signaler que les représentants de Cadix et de Carthagène avaient déjà été convoqués avant cette date pour essayer de mettre sur pied un projet commun, sans que les représentants de El Ferrol aient été invités à participer à la discussion. Et la convocation du 24 était accompagnée d'une réponse négative du président du Syndicat national de la Métallurgie à la proposition d'envisager la signature d'un accord d'établissement à l'échelle provinciale.

Le délégué de El Ferrol s'opposa à la discussion d'un accord national, et, après avoir consulté les travailleurs de Bazan, présenta un recours contre cette décision dans les dix jours ; ce recours fut rejeté sous prétexte qu'il n'avait pas été présenté dans les délais requis. Or la demande d'un accord d'établissement avait été faite en octobre, et la réponse négative n'arriva que le 24 janvier.

Les travailleurs demandèrent alors à leur délégué de ne pas se rendre à la réunion sur l'accord national ; plusieurs arrêts de travail eurent lieu pendant la journée du 12 février. A partir de cette date, les travailleurs se réunirent chaque jour en assemblée générale ; les assemblées avaient lieu après les heures de travail, mais à l'intérieur de l'établissement. Ils décidèrent de continuer à faire pression pour obtenir un accord d'établissement, et envoyèrent à la direction une lettre signée par tous les travailleurs, demandant le paiement d'une prime en attendant la discussion de l'accord. La direction refusa d'accepter ces demandes.

L'assemblée du 3 mars accepta le principe d'arrêts de travail d'une demi-heure chaque jour. Ceux-ci eurent lieu effectivement les 4, 5 et 6, de 10 h 30 à 11 h.

L'accord négocié à Madrid entre les représentants des établissements de Cadix et de Carthagène et les représentants de la direction des trois établissements fut signé entre-temps. La direction de El Ferrol fit porter sur les tableaux d'affichage les parties de l'accord qu'elle jugea importantes, mais sans apporter d'autres précisions. L'assemblée des travailleurs du 8 rejeta l'accord de Madrid, et il fut convenu que l'on attendrait la réunion du lendemain pour décider de l'attitude à prendre face à l'intransigeance de la direction.

Le 9 mars

Le matin, à l'entrée de l'établissement, des représentants de la direction firent savoir à six délégués du personnel (M. Amor Deus, J.-M. Rioboo Millan, J.-M. Diaz Montero, A. Couce Testa, R. Romero Lopez et M. Rey Nive) qu'ils faisaient l'objet d'une mesure de suspension d'emploi et de salaire, et qu'une procédure de licenciement avait été engagée à leur encontre. Ces six travailleurs reçurent une lettre du directeur, qui précisait que cette mesure sanctionnait leur **« participation à des réunions non autorisées et à des arrêts de travail illégaux ».** En outre, il leur était strictement interdit d'entrer dans l'établissement ; pour toute démarche concernant l'entreprise, ils s'adresseraient dorénavant au surveillant de l'une des portes, à certaines heures.

Il se produisit alors un premier incident, qui opposa l'un des délégués à trois surveillants : comme ce délégué refusait de signer la notification qui lui était présentée, il fut agressé par les représentants de la direction, qui essayèrent de le séquestrer dans une cabane située près de l'entrée ; les travailleurs qui passaient répondirent à ses appels à l'aide et réussirent à le délivrer ; un ouvrier et un surveillant furent légèrement blessés dans la bagarre.

Quand le délégué arriva à son atelier et raconta l'incident à ses camarades de travail, il se forma un cortège qui parcourut tous les ateliers et bureaux ; finalement, quelque trois mille manifestants se rassemblèrent devant les bureaux de la direction. Les manifestants envoyèrent alors une délégation au directeur, exigeant l'annulation des mesures visant les délégués, et des sanctions contre les surveillants qui avaient provoqué l'incident.

Comme la délégation ne trouva pas les explications du directeur satisfaisantes, elle lui demanda de communiquer personnellement aux travailleurs présents sa réponse. Le directeur accepta, sous réserve qu'il n'aurait pas à répondre à des questions et que les travailleurs s'abstiendraient de manifestations d'hostilité à son égard ; ces deux conditions furent acceptées et respectées par la suite. Le directeur fit un discours où il présenta sa version des faits, fit l'éloge des vertus des travailleurs galiciens, et demanda que tout rentre dans l'ordre — sans donner la moindre réponse aux problèmes posés. Après ce discours, il put se retirer tranquillement.

Puisque l'intervention du directeur n'avait rien résolu, les travailleurs décidèrent de rester sur place tant qu'ils n'auraient pas obtenu satisfaction. A 15 h 20, la direction fit publier une note où elle faisait savoir que si les travailleurs ne retournaient pas au travail, ils devraient quitter l'établissement avant 16 h ; en cas de refus, ils seraient expulsés par les forces de l'ordre, qui étaient déjà sur place.

A 17 h 15, la police ordonna par mégaphone aux travailleurs de quitter les lieux avant la troisième sommation. Ils ne bougèrent pas, et la police chargea. Les policiers chargèrent sur les deux flancs, poussant les travailleurs vers l'extérieur. La charge fut extrêmement brutale. Ceux qui tombaient furent piétinés par ceux qui venaient derrière, fuyant les matraques. Quand les travailleurs en fuite arrivèrent à l'une des portes, ils trouvèrent en face d'eux une autre compagnie de police, prête à intervenir. Les ouvriers du premier rang s'arrêtèrent, indécis. Mais, sous la pression de ceux qui fuyaient, ils durent avancer. Dans l'espace exigu de l'entrée, ceux qui tombèrent furent sauvagement matraqués par la police, mais la majorité parvint à sortir de l'établissement.

L'infirmerie de Bazan accueillit un grand nombre de blessés ; six d'entre eux durent être hospitalisés. De nombreux blessés rentrèrent chez eux sans avoir reçu de soins. Dans la rue, les épouses et les familles des travailleurs, ayant constaté avec inquiétude qu'ils n'étaient pas rentrés dans leurs foyers pour le repas de midi, s'étaient massées à l'une des entrées, et avaient attendu, sans nouvelles.

Les travailleurs expulsés se répandirent dans les rues de la ville en tenue de travail, poursuivis par la police ; il y eut de très nombreux accrochages car les travailleurs répondirent avec des pierres et des bâtons aux coups de la police.

Une réunion eut lieu au siège du syndicat, à laquelle assistaient plusieurs membres de la hiérarchie syndicale ; les travailleurs de Bazan y demandèrent l'annulation des sanctions, mais on ne put arriver à aucun accord, et la réunion fut suspendue ; les travailleurs de Bazan décidèrent de se réunir de leur côté en permanence jusqu'à ce que l'on aboutisse à une solution.

Le 10 mars

A 7 h 45, tous les travailleurs se rassemblèrent devant l'entrée de l'établissement, mais y trouvèrent porte close : ils se réunirent donc en assemblée à l'entrée même de l'établissement, et décidèrent alors de se diviser en groupes qui iraient demander aux travailleurs des autres entreprises de la ville de cesser le travail pour manifester leur solidarité. A 8 heures, l'un de ces groupes, d'environ quatre cents ouvriers, qui se dirigeait vers l'entreprise Ascano (4.000 ouvriers); fut attaqué par les forces de police. Les travailleurs, en état de légitime défense, firent face à cette agression en lançant des pierres. Survinrent alors d'autres forces de police, qui firent feu contre les ouvriers au pistolet et à la mitraillette. Plusieurs ouvriers s'effondrèrent, et il y eut de nombreux blessés. La circulation fut interrompue pour permettre de transporter les blessés à l'hôpital. Un autobus et plusieurs immeubles furent atteints par les balles.

L'un des blessés mourut quelques minutes après son arrivée à l'hôpital. Parmi les hospitalisés, il y avait quatre blessés très graves, un blessé grave et treize moins gravement atteints, mais de nombreux blessés légers préférèrent ne pas être hospitalisés.

La nouvelle fit une grande impression dans toute la ville ; les magasins, les cafés, les marchés, etc., fermèrent spontanément leurs portes ; il en fut de même des petits ateliers et de plusieurs grandes entreprises : Pysbe, Peninsular Maderera, Fabrica de Lapices, Manufacturas Pinon, Fenya et Astano ; les autobus n'assurèrent plus leur service. En quelques heures, la ville fut complètement paralysée.

Des groupes, parfois très importants, se formèrent en divers points de la ville, surtout devant l'hôpital, où se trouvait le cadavre de la première victime, Amador Rey Rodriguez. De nombreuses personnes rendirent visite aux blessés, ou proposèrent de donner du sang.

La police parcourut la ville pendant toute la journée, chargeant sans sommation. Il y eut un grand déploiement de forces armées, y compris des forces navales. Le maire, qui avait déclaré la veille à une délégation de femmes de travailleurs qu'il ne pouvait rien faire, lança un appel radiophonique à 19 h 30, demandant à la population de reprendre ses activités et affirmant que tous ces problèmes pouvaient être résolus par des voies légales.

Nous avons appris ultérieurement la mort de Daniel Niebla Garcia, l'un des blessés graves. Onze arrestations ont été maintenues, parmi lesquelles celle de Antonio Aneiros, le prêtre qui prononça l'homélie à l'enterrement des victimes, et de très nombreuses personnes ont été interrogées dans les commissariats.

(Fait à El Ferrol, dans la nuit du 10 mars 1972.)

Amador Rey Rodriguez, l'un des ouvriers assassinés par la police franquiste, sur son lit de mort. (Ph. U.P.I.)

Pompidou reçoit le dictateur malien

LE président du Mali, le colonel Moussa Traoré, est en visite officielle en France à partir du 24 mai.

Moussa est au pouvoir au Mali depuis le coup d'Etat militaire qui, en 1968, a renversé le gouvernement « progressiste » de Modibo Keita. Le régime de ce dernier avait provoqué un mécontentement général dans le pays par ses mesures autoritaires de réquisition et de nationalisation du commerce de détail. Mais le régime qui lui a succédé n'a pas tardé à se révéler aussi mauvais, sinon pire, pour la population du Mali.

Depuis 1968, les membres de l'ancien gouvernement sont en prison, attendant un hypothétique jugement.

En décembre 1970, le gouvernement a dissous le congrès de l'U.N.T.M. (Union Nationale des Travailleurs Maliens), seul syndicat du pays. Peu après, des dizaines de dirigeants syndicalistes ont été arrêtés, emprisonnés, torturés pour leur extorquer des déclarations publiques acceptant la dissolution du syndicat et s'accusant de toutes sortes de crimes. Depuis, ils sont toujours en prison.

La répression s'est également abattue sur les étudiants. Certains ont été incorporés de force dans l'armée, d'autres ont vu leurs bourses supprimées, d'autres ont été arrêtés. Un étudiant est mort des suites des mauvais traitements subis en prison.

Le sort des paysans, qui forment l'immense majorité de la population et qui avaient cru trouver un répit avec le nouveau régime, s'est encore aggravé. Dans plusieurs régions, la famine sévit. Les paysans doivent acheter des produits alimentaires à des prix exorbitants (300 F pour un sac de riz, alors que le S.M.I.C. est au Mali de 56 F 50...). Les impôts sont de plus en plus écrasants et, dans certains cas, on les réclame plusieurs fois par an.

Pour se sortir de leur misère, c'est par centaines de milliers que les travailleurs maliens émigrent en Europe, et surtout en France, pour chercher du travail et envoyer de l'argent au pays pour payer les impôts et faire vivre leur famille.

Pourtant, malgré les charges écrasantes imposées à la population, le gouvernement malien connaît les plus graves difficultés. A la fin de 1970, le Mali avait 144 milliards de francs maliens (anciens francs) de dettes extérieures, surtout vis-à-vis de la France.

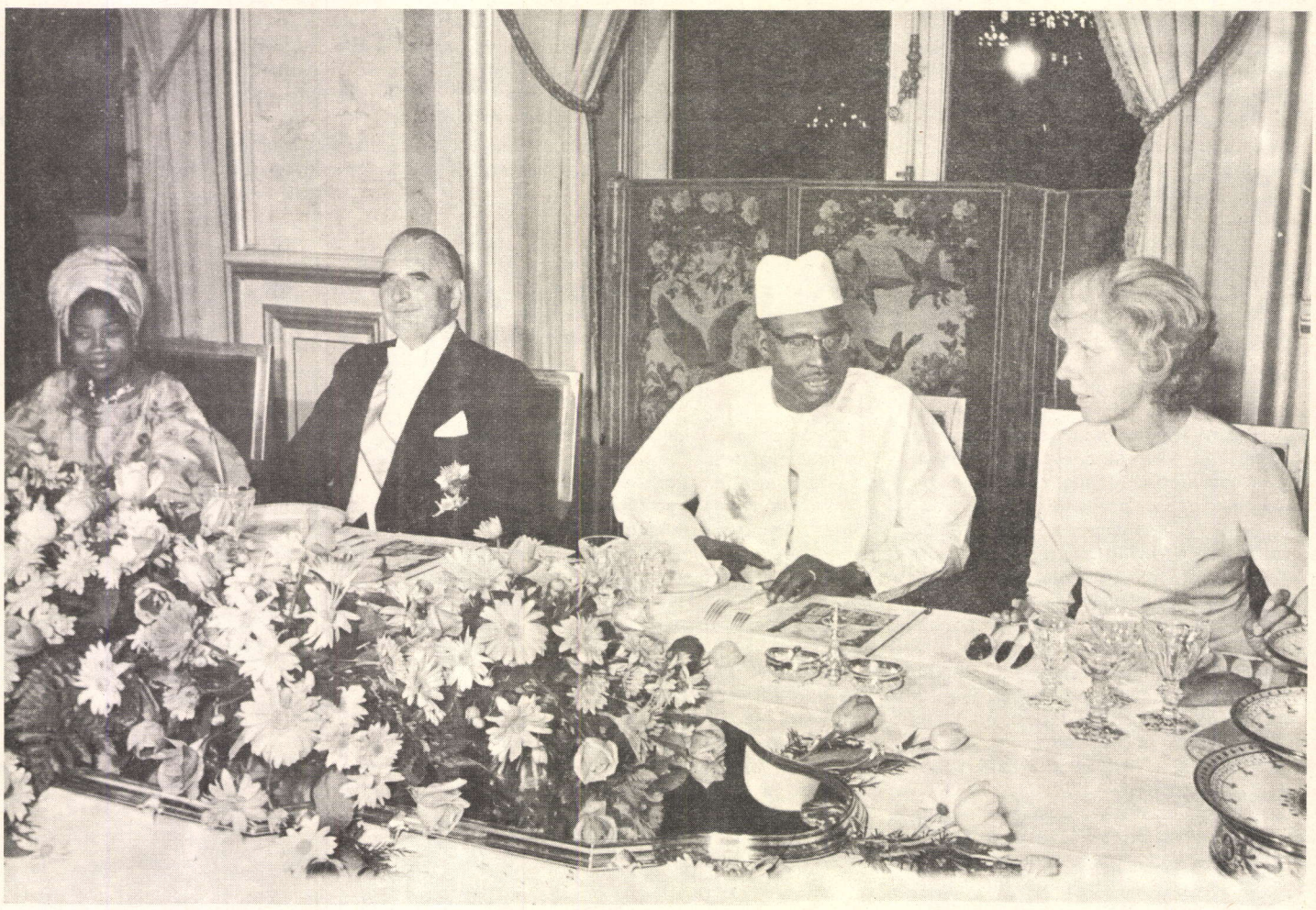
C'est pour discuter de ces problèmes que Moussa Traoré est venu en France. Il s'agit en particulier de faire rentrer le Mali dans la zone C.F.A. dont il ne faisait plus partie, ce qui lui donnerait une certaine protection face aux fluctuations monétaires internationales. En effet, au cours de ces dernières années, le franc malien a connu une chute catastrophique, accompagnée d'une hausse considérable du prix de tous les produits importés.

Il est question également de modifier la réglementation de l'immigration des travailleurs maliens qui ne pourraient plus venir en France qu'avec un contrat de travail préalablement obtenu par l'intermédiaire de l'Office National de l'Immigration. Cette affaire est particulièrement grave pour les travailleurs maliens.

Pour protester contre la visite officielle de Moussa Traoré en France, un certain nombre d'organisations de travailleurs et d'étudiants maliens (Association des Etudiants et Stagiaires Maliens en France, Solidarité des Travailleurs Maliens en France...) ont organisé, samedi 22 avril, un meeting qui s'est tenu à la Maison d'Afrique et qui a rassemblé plusieurs centaines de participants.

En tout cas, le régime de Moussa Traoré — exactions, prisons et tortures pour la population ; servilité et collaboration avec la France pour exploiter les travailleurs — est bien à l'image de tous ceux que Pompidou et De Gaulle avant lui ont soutenu et soutiennent en Afrique depuis l'indépendance.

D.T.



Quand les Pompidou reçoivent les Traoré. (Ph. U.P.I.)

LE CONGRES PALESTINIEN

C'EST dans une lourde atmosphère que s'est tenu du 8 au 11 avril le Congrès populaire palestinien, au Caire. Une atmosphère dominée par le projet de création d'un royaume arabe uni, lancé le 15 mars dernier par le roi Hussein.

En fait, un an et demi après le « septembre noir » qui vit l'extermination de la résistance palestinienne de Jordanie par l'armée du roi Hussein, le Congrès a illustré dans quelle impasse politique se trouvent, depuis cette date, les organisations palestiniennes. Car tout en dénonçant fiévreusement la politique de Hussein de Jordanie et en appelant aux armes pour la libération de la patrie palestinienne, les membres du Congrès ont paru singulièrement démunis de moyens dans la réalisation de cette politique. « *Il nous faut l'aide des Etats arabes* », s'est borné à proclamer Yasser Arafat.

L'aide des Etats arabes ? Mais qu'a apporté cette « aide », dans le passé, au peuple palestinien ? Pour les gouvernements arabes, d'Alger à Bagdad en passant par Le Caire, la « cause sacrée » de la « libération de la patrie palestinienne » est depuis longtemps une formule toute faite qui émaille les discours à seule fin de faire vibrer la fibre nationaliste, sans être suivie du moindre effet. Et le « soutien total » mille fois répété à la résistance palestinienne n'a pas empêché ces divers gouvernements d'assister avec joie au massacre des fedayins — ces empêcheurs de tourner en rond — par les Bédouins de Hussein. Car s'ils sont obligés, publiquement, de réaffirmer leur solidarité avec la résistance palestinienne, ces gouvernements n'en souhaitent pas moins être débarrassés de ce conflit gênant, quoiqu'il en coûte au peuple palestinien.

En fait, les gouvernements arabes ne servent que les intérêts des classes dominantes de ces pays, et n'ont que faire de l'intérêt du peuple palestinien, ni même des peuples arabes en général, dont ils sont au fond les ennemis. S'en remettre à eux, c'est s'appuyer sur une planche pourrie, et le passé l'a amplement montré. Mais les dirigeants palestiniens, Yasser Arafat en tête, ne semblent pas envisager de proposer une autre politique.

Et au cours de ce Congrès, on a une fois de plus pu assister au triste spectacle d'un Anouar-El-Sadate se livrant à la démagogie la plus éhontée, proclamant que « *l'Egypte ne permettra pas qu'on dispose des droits du peuple de Palestine* », que le pays « *combattra de maison en maison s'il le faut* » et « *paiera le prix* ». Une fois de plus, Sadate a pu redorer son blason — quelque peu terni — de « combattant pour la Palestine » sans que cela lui coûte autre chose que quelques trémolos dans la voix. Le président égyptien s'est même payé le luxe de rompre les relations diplomatiques avec la Jordanie, afin de montrer publiquement sa désapprobation du « plan Hussein » — désapprobation qui ne l'empêche sans doute pas de souhaiter le voir entrer en application, pourvu que Hussein seul en supporte les conséquences.

Aujourd'hui, le peuple palestinien est plus que jamais l'otage de démagogues tels que Sadate, et du bon vouloir des gouvernants arabes, qui n'ont d'autre désir que de trouver un terrain d'entente avec Israël et l'impérialisme, aux frais des Palestiniens s'il le faut. Les dirigeants tels que Yasser Arafat qui ont aligné le peuple palestinien derrière les autres Etats arabes l'ont ainsi aligné derrière ses pires ennemis. Ils l'ont livré pieds et poings liés aux griffes de l'armée d'Hussein. Mais cette leçon ne leur a pas suffi puisqu'aujourd'hui, c'est derrière un Sadate qu'ils continuent de l'aligner. De l'impasse où se trouve aujourd'hui la lutte du peuple palestinien, ils portent la principale responsabilité.

André FRYS.

NOUVELLES GALERIES :

Patrons, flics, assassins !

DEPUIS le 17 avril 1972, les travailleurs et travailleuses des Nouvelles Galeries sont en grève au magasin de Thionville et au dépôt de Richemont (Moselle).

Ils veulent une augmentation de salaire de 200 F pour tous, et une amélioration de leurs conditions de travail.

Après les employés des magasins de Niort, Le Puy, Brest, Angoulême, ils sont entrés dans la grève.

Et les femmes ne sont pas les dernières à lutter, bien au contraire.

C'est un piquet de grève, composé de 50 femmes, qui campaient devant le magasin, que les C.R.S. ont chargé à coups de crosses et de grenades lacrymogènes.

Pour ne pas être en reste, la voiture d'un Directeur des Nouvelles Galeries a foncé sur les grévistes, blessant deux femmes, dont l'une, traînée sur plus de 50 mètres, est dans un état grave.

Les patrons des Nouvelles Galeries dont la direction générale est à Paris, n'hésitent donc pas à recourir à la tentative d'assassinat pour briser la grève.

Pour informer les employés du Siège Central des Nouvelles Galeries — rue des Archives à Paris —, la Fédération du Commerce C.F.D.T. a décidé d'intervenir.

Et mercredi 26 avril, vers 17 h 15, nous nous sommes retrouvés à 40 militants C.F.D.T. secteur assurances et commerce devant le siège des Nouvelles Galeries pour distribuer un tract relatant les événements de Thionville et Richemont.

Nous sommes entrés dans l'entreprise et avons donné les tracts.

Malgré les recommandations de rester groupés tous les 40 et de distribuer ensemble, nous nous sommes rapidement séparés par petits groupes pour aller plus vite, car les locaux sont très grands.

Partout, les tracts étaient bien accueillis. Des employées nous ont demandé de repasser plus souvent car elles n'avaient que rarement des informations et sur ce qui s'était passé à Richemont et Thionville, elles ne savaient pratiquement rien.

Vingt minutes plus tard, plusieurs d'entre nous, les premiers à avoir terminé sont sortis. Nous vîmes alors qu'un car de police stationnait une dizaine de mètres plus loin.

Nous avons commencé à attendre les copains mais, dix minutes plus tard, ce sont deux cars de C.R.S. qui se sont arrêtés devant les Nouvelles Galeries.

Aussitôt, les C.R.S. sont entrés à l'intérieur et ont commencé la chasse aux diffuseurs.

Et toute une équipe de flics maisons (anciens militaires ou flics en retraite) leur ont prêté main forte.

Beaucoup d'entre nous ont réussi à s'échapper par les portes de secours aidés par une militante C.G.T. de la boîte, qui nous avait également indiqué les bureaux où il y avait le plus de monde pour distribuer.

Les employés écœurés par les méthodes des flics, ont réagi et rapidement ont fait asseoir et donné du travail à certains d'entre nous qui, confondus ainsi avec le personnel, ont pu échapper aux flics.

Certains camarades ont été brutalement frappés et matraqués dans les bureaux devant les employés qui criaient aux flics d'arrêter. Des femmes hurlaient et pleuraient à la vue des passages à tabac !

Le siège des Nouvelles Galeries, rue des Archives.

Seize camarades ont été arrêtés et conduits dans les paniers à salades encadrés par toute une armée de flics.

Ils ont été relâchés vers 18 heures après un contrôle d'identité.

On a appris par la suite qu'il y avait six cars de C.R.S. au plateau Beaubourg prêts à intervenir !

Correspondant L.O.

RHONE-POULENC ASSASSIN !

A l'usine Rhône-Poulenc d'Elbeuf, le jeudi 27 avril, une terrible explosion s'est produite dans un atelier qui utilisait de l'oxyde d'éthylène.

Trois ouvriers sont morts, un quatrième est à l'heure actuelle dans un état désespéré, cinq sont dans un état grave, d'autres encore sont blessés.

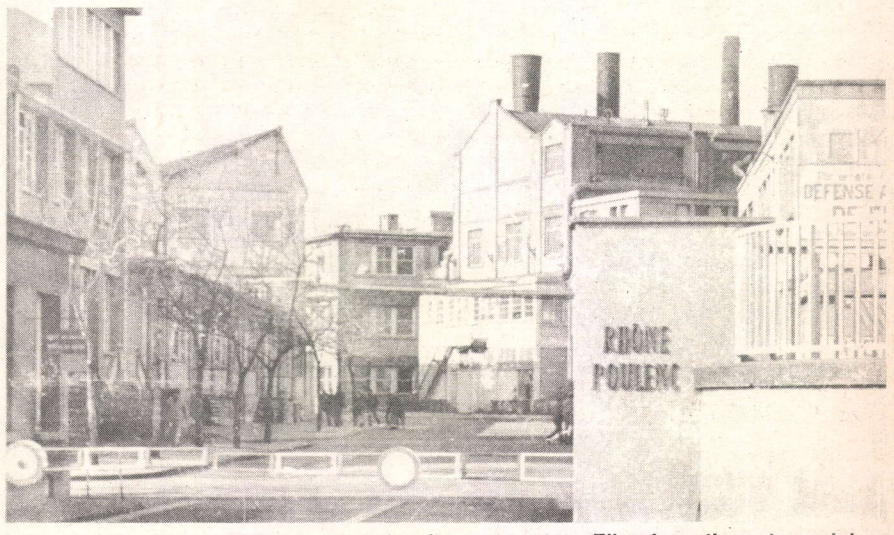
Accident ? Non, c'est un véritable assassinat. Car les faits sont accablants. Comme elle le fait couramment, Rhône-Poulenc faisait travailler à Elbeuf des ouvriers sur des produits instables, dans des locaux vétustes qui n'étaient pas conçus en fonction des risques que présentent ces fabrications.

Une enquête est en cours, précise une note de la direction, diffusée dans l'usine de Vitry. Les véritables responsables, pas besoin d'une enquête pour les connaître.

Mais ce n'est pas eux qui, soyons-en sûrs, seront inquiétés. Avant même d'avoir le moindre indice on emprisonne un garde-barrière ou un aiguilleur de la S.N.C.F., quand un accident se produit. Les bonnes âmes s'indignent lorsqu'un directeur est séquestré quelques heures par des ouvriers qui lui réclament une augmentation de salaire. Mais les patrons de Rhône-Poulenc peuvent sans complexe annoncer que l'activité des autres secteurs ne sera pas affectée par l'explosion. Non, la justice ne demandera pas de comptes aux véritables responsables, ou si peu. Ils pourront en toute quiétude poursuivre leur exploitation, ponctuée de temps en temps par des explosions et des morts d'ouvriers.

Seuls les travailleurs pourront imposer que les patrons cessent d'assassiner.

Correspondant L.O.



Pour la direction de Vitry, une seule chose compte : Elbeuf continue à produire. *(Ph. L.O.)*

SOCIÉTÉ DES USINES CHIMIQUES
RHÔNE-POULENC
USINE DE VITRY-SUR-SEINE

28 avril 1972

NOTE D'INFORMATION N° 10

ACCIDENT SURVENU A L'USINE D'ELBEUF le 27 AVRIL 1972

Le 27 avril 1972, en fin de matinée, une explosion s'est produite à notre Usine de SAINT-AUBIN-les-ELBEUF dans un atelier de fabrication de synthèse de produit organique.

On déplore 2 morts et 6 blessés dont 2 grièvement.

Les dégâts matériels sont importants, mais il ne mettent pas en cause l'activité des autres secteurs de l'usine et l'emploi n'en sera pas affecté.

Une enquête est en cours, mais les causes de cette explosion ne sont pas encore connues.

Le Directeur des Usines du Groupe Nord

Le Directeur Administratif

Fac-similé de la note de la direction annonçant l'accident. On ne pourra même pas l'accuser de verser des larmes de crocodiles !

E.G.F. : une journée d'action comme les autres

A l'EGF, une nouvelle journée nationale d'action a été organisée, le mardi 25 avril, par l'ensemble des fédérations syndicales (CGT, CFDT, CGT-FO, CFTC et UNCM).

Le but de cette « offensive de printemps » était d'exiger une révision « positive » de la grille des salaires, après le refus des divers projets présentés par la direction, et l'intégration progressive du reste de la prime de productivité dans le salaire (un tiers de cette prime ayant été incluse en 1968).

Des rassemblements locaux ont donc eu lieu un peu partout en France. A Paris, un meeting s'est tenu le matin au centre de la rue Condorcet, suivi d'une manifestation jusqu'à la Direction Régionale, rue de Vienne, auxquels ont participé plusieurs milliers de personnes (de 3.000 à 4.000 environ).

Cette assistance relativement nombreuse, due en majeure partie au caractère unitaire de cette journée, pourrait être encourageante pour l'avenir s'il ne s'agissait pas, on peut le craindre, d'une journée sans lendemain.

Car à l'EGF, le plus remarquable est bien la constance des dirigeants syndicaux à entretenir les mouvements revendicatifs au niveau du rassemblement, de la motion et de la pétition.

Depuis environ deux ans, comme s'ils voulaient rappeler de temps en temps leur existence au personnel, les responsables syndicaux organisent tous les trois ou six mois une journée d'action de ce genre. Vers la fin de l'année, c'est pour essayer d'obtenir 0,5 % ou 1 % en plus dans la convention salariale. Les autres fois, il s'agit de faire pression sur la direction pour que, dans les discussions paritaires, elle lâche quelques miettes sur les avancements, les revalorisations catégorielles, la grille des salaires, etc.

Pourtant, ce ne sont pas les sujets de mécontentement qui manquent à l'EGF, notamment sur les salaires encore très bas pour un nombre important d'employés. Mais c'est là le domaine réservé de la convention salariale !

Si, comme la CGT se plait à le dire, la politique contractuelle pratiquée à l'EGF est positive, c'est bien d'abord pour le plus grand intérêt de la direction. Et s'il en est ainsi, c'est parce que les syndicats acceptent de jouer le jeu !

Correspondant L.O.

DELLE-ALSTHOM (Saint-Ouen) :

Contre les licenciements : Occupation !

LES ouvriers sont toujours à la place du directeur.

Depuis le 20 avril, les travailleurs de Delle occupent les bureaux de la direction chaque jour pour obtenir quatre mois d'indemnités pour ceux qui partent ou sont reclassés (voir L.O. n° 191).

La semaine qui vient de s'écouler a été marquée par 2 événements :

1) La grève de mardi matin, qui a rassemblé les travailleurs des deux usines de Saint-Ouen Delle et Savoisienne.

2) Une radicalisation nette des travailleurs qui occupent.

Les deux syndicats C.G.T. et C.F.D.T. proposaient des versions très différentes de la grève de 4 heures de mardi matin. Pour la C.F.D.T., c'était le début de la grève unie avec les travailleurs de Delle, c'est-à-dire la grève avec occupation ; mais pour la C.G.T., c'était quatre heures et rien de plus ; et pour que tout le monde comprenne bien cela, la C.G.T. refusa même de parler de grève d'avertissement.

Ainsi préparée, sans même une assemblée du personnel avant, la grève n'a été suivie qu'à 50 % environ, et beaucoup des grévistes ne sont pas venus du tout à l'usine ce matin-là.

Mais le faible nombre des présents devant la porte mardi (300-350) a provoqué chez les travailleurs qui occupent les bureaux de Delle une réaction inverse à ce qu'on aurait pu atttendre. Et certains ont commencé à dire : « Savoisienne n'est pas avec nous, nous sommes donc seuls, alors si on veut gagner, il faut mettre le paquet ».

Et dès mardi, ça discutait beaucoup de faire sortir la trentaine de chefs et de « collaborateurs fidèles » qui restaient dans les ateliers.

Mercredi, c'était chose faite. Les grévistes donnaient vingt minutes pour sortir de l'atelier et rentraient pour faire sortir ceux qui restaient.

Une bonne partie des chefaillons n'attendaient que cela pour sortir ; quelques autres opposèrent une molle résistance. mais le moral n'y était pas.

Le représentant de la C.F.D.T. annonçait à l'Assemblée Générale que l'usine était « propre » et qu'elle le resterait jusqu'à ce qu'on reprenne.

Jeudi matin, la même trentaine de jaunes étaient déjà en place, bien avant l'arrivée des grévistes. Alors là, c'était l'erreur à ne pas faire.

L'évacuation polie et presque gentille de la veille s'est transformée en une sortie quelque peu précipitée ; et comme ces gens-là manifestaient leur volonté de rentrer à nouveau, sitôt que les grévistes seraient remontés dans les bureaux, en un quart d'heure, la douzaine de portes se trouverait barricadées de l'intérieur. Les responsables C.G.T. n'avaient pas l'air de trouver ça très bien, mais ce fut rapidement fait et dans l'enthousiasme.

Le chef d'atelier qui ne semblait pas vouloir quitter les lieux se vit offrir cinq minutes pour sortir de lui-même ; c'est la solution qu'il a finalement choisie.

Les négociations commençaient le jour même à la direction départementale de la Main-d'Œuvre. Ne voulant pas avoir l'air de céder sous la menace, la direction déclara se retirer si on ne laissait pas la liberté du travail. On lui a presque ri au nez !

Mais pour montrer leur bonne volonté et certains que les chefs ne s'aventureraient plus dans l'atelier après la sortie du matin, les grévistes ont accepté de dégager les portes et même de laisser entrer cinq personnes choisies par la direction.

Ce saut de puce en arrière a donné l'occasion à la direction de sauver la face et d'accepter d'engager la négociation.

Pour le moment, seuls les travailleurs de plus de 58 ans et ceux qui ont beaucoup d'ancienneté sont concernés par les propositions de la direction qui au premier abord semblent intéressantes :

Les travailleurs de Delle occupant les bureaux. (Ph. L.O.)

— garantie allant jusqu'à 85 % pour ceux qui ont plus de 60 ans suivant les cas.

— 1/5 de mois de salaire par année d'ancienneté.

— prime de fin d'année sur la base de l'année dernière.

Mais le gros point reste en suspense : c'est le mois minimum d'indemnités quelque soit l'ancienneté, et les deux mois de préavis payés non travaillés. Cela, la masse de ceux qui occupent sont décidés à l'obtenir, et pour la semaine prochaine, la quasi-unanimité a voté la continuation de l'occupation et la garde des ateliers.

De son côté, la direction n'est pas très rassurée et il est remarquable qu'elle accepte de « négocier » alors que par tradition, à l'Alsthom, quand on est en grève, on n'a jamais de propositions substantielles de la direction avant la troisième semaine.

En fait, l'affaire du Joint Français va peut-être faire réfléchir, car parmi les grévistes, un bon nombre sont prêts à aller jusqu'au bout et la direction le sait. Apparemment, entre l'épreuve de force et la négociation, pour une fois, la direction a l'air d'avoir choisi la négociation avec quelques concessions.

Tout dépendra donc des propositions qui vont être faites mardi, mais il est probable qu'on va entendre parler de l'Alsthom dans les prochains jours si des concessions importantes ne sont pas faites par la direction.

Correspondant L.O.

S.C.P.C. (Cournon-Puy-de-Dôme) :

Pour les revendications : Occupation !

A la S.C.P.C., une usine de matières plastiques de la zone industrielle de Cournon, les primes sont réparties d'une manière particulièrement injuste, à la tête du client et elles s'échelonnent de 10 à 180 F par mois.

C'est pourquoi le lundi 17 avril, le personnel se mettait en grève pour vingt-quatre heures. Un cahier de revendications est alors établi par les grévistes :

— 0,80 F d'augmentation par heure à la place des primes de production ;

— le treizième mois ;

— le transport gratuit.

La réponse tardant, les grévistes décidaient de monter en masse dans le bureau du directeur pour exiger une réponse. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce monsieur n'avait pas l'air très à l'aise face aux ouvriers qui lui demandaient des comptes, il s'affolait même : d'un côté, il proposa une réunion avec l'inspecteur du Travail, de l'autre, il fit appeler les gendarmes de Cournon sous prétexte qu'il était séquestré. Ceux-ci arrivèrent à 18 h 45, mais ne trouvèrent pas le directeur séquestré, et pour cause : il était parti avec les cadres à 18 h.

C'est à ce moment-là que les grévistes décidèrent d'occuper l'usine. Ce n'est que le samedi 22 avril que le Comité de grève aura une entrevue avec le patron.

La direction posa alors, comme préalable à toute discussion, la remise en marche de l'usine et l'évacuation des locaux. Le Comité de grève composé des délégués et de quelques grévistes hésite et pense certaines conditions possibles, notamment l'évacuation de la cantine. Mais à la réunion du lundi 24, les grévistes refusent catégoriquement le préalable de la direction car elle avait refusé de signer les garanties suivantes :

— paiement des jours de lock-out ;

— que le matériel ne soit pas emporté à l'usine mère ;

— que la direction ne loue pas des ouvriers à l'Orgecom pour remplacer les grévistes.

Un nouveau Comité de grève est élu et cette fois-ci, à part un suppléant, il n'y a aucun délégué. La direction, lors de l'entrevue qui a lieu l'après-midi, se sert de ce prétexte pour ne pas accepter de discuter des revendications. Malgré les concessions faites (libre accès aux bureaux et envoi de délégués pour discuter), la direction refuse, depuis, tout rendez-vous et reste introuvable.

Mais les grévistes de S.C.P.C. n'en sont pas moins décidés à continuer d'occuper. Ils comptent sur la solidarité de la population, et à l'appel du Comité de grève s'est créé un Comité de soutien qui a déjà commencé à faire des collectes.

Correspondant L.O.

Deux visages du RPF. Celui du chef...

Il y a vingt-cinq ans DE GAULLE

LORSQUE De Gaulle, le 20 janvier 1946, annonce sa décision de se retirer de la scène politique, il donne, comme raison essentielle, l'opposition grandissante qu'il rencontre tant auprès du Parti Socialiste qu'auprès du Parti Communiste Français pour mettre au point une Constitution de type présidentiel qu'il juge indispensable pour assurer la stabilité politique du pays. « Le régime abusif des partis a reparu. Je le réprouve... J'ai donc résolu d'abandonner mes fonctions », **déclare-t-il en guise d'adieu.**

Si la décision surprend un peu l'opinion publique, elle étonne beaucoup moins les hommes politiques. Car le gouvernement PS-PCF-MRP que préside De Gaulle et qui a pour tâche essentielle de t travailleurs pour remettre en selle la bourgeois titutionnel du pays. Le PCF et le PS sont fav unique qui concentrerait tout le pouvoir entre pour la création d'une deuxième Chambre co ardeurs de la Chambre des députés ; quant à parler de système d'assemblée et veut un re

Or les élections du 21 octobre à l'Asser majorité absolue, à la Chambre, au PCF et au

La naissance du tripartisme

De Gaulle parti, le MRP, le PCF et le PS vont gouverner seuls, donnant ainsi naissance au tripartisme. Des trois partis, le PCF est le plus puissant et il a obtenu 5 millions de voix aux élections de 1945 contre 4,5 millions à la SFIO, et 4,7 millions au MRP. Ce dernier, le Mouvement Républicain Populaire, est né après-guerre et se veut « démocrate-chrétien ». Il est lié à la hiérarchie catholique mais compte aussi dans ses rangs de très nombreux gaullistes. D'ailleurs, il semble qu'après son départ, De Gaulle ait compté sur le MRP et son leader, Georges Bidault, pour être rappelé au pouvoir. Mais sur ce point, il se trompe. Dès le 29 janvier, Bidault et son parti vont se rallier à Félix Gouin, membre de la SFIO, chargé de former le nouveau gouvernement. Le projet de Constitution mis au point par le PCF et le PS est soumis au pays le 5 mai 1946. Prennent position contre lui le MRP, le Parti Radical, les divers partis de droite et bien entendu... De Gaulle lui-même. Et finalement, le projet est repoussé. Le 2 juin se déroulent de nouvelles élections législatives. Le MRP, avec 5,5 millions de voix, sort grand vainqueur de la compétition électorale alors que le PS perd pour sa part plus de 500.000 voix. Le PC se maintient et gagne 200.000 voix mais, désormais, socialistes et communistes n'ont plus la majorité à la Chambre. Le MRP devient en quelque sorte l'arbitre de la situation.

Aussitôt les élections terminées, on tente d'élaborer un compromis entre les conceptions constitutionnelles des socialistes, des communistes et des républicains populaires. Ces derniers espèrent avoir l'appui et la caution de De Gaulle pour leur projet. Mais, sur ce plan, ils se trompent. Dès le 30 juin 1946, dans son discours de Bayeux, De Gaulle a défini une Constitution proche de celle qu'il imposera en 1958. Le 22 septembre, il condamne violemment les projets constitutionnels des partenaires du tripartisme et l'adoption de cette Constitution par le pays, le 30 septembre, déclenchera une violente campagne des gaullistes contre le MRP. Ce dernier est accusé d'être irresponsable et d'avoir trahi la volonté du général. Les derniers gaullistes quittent alors le MRP et se tiennent prêts à constituer une nouvelle formation politique qui soit autre chose qu'un groupuscule telle « l'Union Gaulliste » de René Capitant qui existe déjà.

Vers le RPF

Puisque De Gaulle a échoué dans sa tentative d'obliger le gouvernement et le Parlement à se ranger à ses vues, il décide alors d'organiser ses partisans pour tenter de renverser de l'extérieur un régime qu'il n'a pu réformer de l'intérieur. Le 30 mars 1947, il déclare à Bonneval, en Normandie : **« Le jour va venir où, rejetant les jeux stériles et reformant le cadre mal bâti où s'égare la Nation et se disqualifie l'Etat, la masse immense des Français se rassemblera avec la France ».** Une semaine plus tard, à Strasbourg, il poursuit : **« Il est temps que se forme et s'organise le Rassemblement du Peuple Français qui, dans le cadre des lois, va promouvoir et faire triompher par-dessus les différences d'opinion, le grand effort de salut commun et la réforme profonde de l'Etat ».** Enfin, le 14 avril, il annonce : **« Aujourd'hui est créé le Rassemblement du Peuple Français. J'en prends la direction... J'invite à se joindre à moi, dans le Rassemblement, toutes les Françaises et tous les Français qui veulent s'unir dans le salut commun ».**

Le départ du nouveau mouvement politique est fulgurant et six mois plus tard, aux élections d'octobre 1947, il enlèvera plus de 40 % des suffrages exprimés. Mais comment s'explique un tel succès ?

Des conditions objectives favorables

En fait, les conditions objectives sont extrêmement favorables à la création d'un mouvement d'extrême-droite. Un mécontentement général existe dans l'ensemble de la population et plus particulièrement dans la petite-bourgeoisie. Les petits commerçants, les petits artisans, les boutiquiers de toutes professions maudissent le gouvernement tripartite. Ils le rendent responsable de l'incroyable inflation que connaît le pays. Au cours de la seule année 1947, la masse des billets en circulation est passée de 570 à 722 milliards de francs. L'indice des prix de détail (base 100 = 1938) passe de 481 en janvier 1946 à 865 en décembre 1946 pour atteindre 1.336 en décembre 1947.

De plus, la grève Renault d'avril-mai 1947, qui contraindra les ministres du PCF à quitter le gouvernement, sera le point de départ d'une série de grandes grèves qui s'étendront sur un an et demi et se termineront à la fin 1948. De là à accuser les travailleurs d'envenimer sciemment une situation déjà catastrophique et à les rendre responsables de tout, il n'y a qu'un pas que la grande presse et De Gaulle franchiront allègrement.

Enfin, des scandales comme celui du trafic du vin ou d'autres dans le ravitaillement éclaboussent le gouvernement et achèvent de le discréditer.

A l'échelle internationale, la situation se tend et on marche à grands pas vers la guerre froide. Le 5 juin 1947, le général Marshall propose à l'Europe son plan d'aide destiné en réalité à remettre sur pied le plus rapidement possible les pays capitalistes européens pour qu'ils puissent offrir un rempart solide contre l'U.R.S.S. Dès l'été, Gromyko condamne violemment le plan Marshall. Les deux blocs s'acheminent vers la rupture. La propagande anti-communiste bat son plein dans toute l'Europe occidentale et rencontre un succès certain auprès des différentes couches de la petite-bourgeoisie, intellectuels compris.

Manifestation RPF à Vincennes, en octobre 1947. (Ph. Viollet)

L'idéologie du RPF

C'est en se servant de tous ces facteurs que De Gaulle va façonner l'idéologie du RPF. Le Rassemblement va d'abord se caractériser par l'anti-communisme. Déjà dans son discours de Strasbourg, De Gaulle a condamné **« le caractère inquiétant et exceptionnel des ambitions, de la tactique et des procédés »** du PCF. **« Sur notre sol, au milieu de nous, des hommes ont fait vœu d'obéissance aux ordres d'une entreprise étrangère de domination dirigée par les maîtres d'une grande nation slave. Ils ont pour but de parvenir à la dictature chez nous comme leurs semblables ont pu réussir ailleurs. Pour atteindre leurs fins, il n'y a pas de moyens que ces hommes n'emploient. »** Il reprend le même thème à Lille le 29 juin 1947 et, le 27 juillet suivant, il affirmera à Rennes que **« l'unité nationale est en péril par le fait d'un groupement d'hommes dont ceux qui les mènent placent au-dessus de tout le service d'un Etat étranger ».** Ces déclarations ont d'ailleurs d'autant plus de retentissement qu'après le départ du PCF du gouvernement non seulement la droite et le MRP mais aussi la SFIO dénoncent chaque grève comme une tentative subversive téléguidée en sous-main par Moscou. Le RPF se déclarera même partisan d'une dissolution du PCF.

Mais De Gaulle ne s'en prend pas qu'au PCF. Il décoche aussi ses flèches contre les syndicats « politisés » et partisans, en particulier la CGT à l'époque encore unifiée. Il préconise leur abolition et leur remplacement par un système d'association « capital-travail » de style franquiste.

Le parlementarisme n'est pas plus épargné. Contre la « cuisine » des partis, contre un système incapable, il prône la création d'un Etat fort et la promulgation immédiate de lois d'exception pour rétablir l'ordre, arrêter les grèves, dissoudre l'Assemblée, etc.

Sur le plan de la politique extérieure, l'U.R.S.S. devient la bête noire du RPF qui ira même jusqu'à accuser, en 1949, le nommé Pleven d'être trop « neutraliste » (sic) dans la guerre qui se prépare entre l'U.R.S.S. et les U.S.A.

La clientèle et les méthodes du RPF

L'historien américain Alexander Werth a décrit la clientèle à laquelle s'adressait le RPF. Il note à propos de De Gaulle : **« Son anti-communisme plaisait tout particulièrement à la petite-bourgeoisie. Nombreux étaient ceux qui s'interrogeaient**

LANÇAIT LE R.P.F.

aire retrousser leurs manches aux
ie est divisé quant à l'avenir cons-
rables à un système d'assemblée
ses mains ; le MRP penche plutôt
servatrice prête à tempérer les
De Gaulle, il ne veut pas entendre
nforcement de l'exécutif.
ıblée Constituante ont donné une
PS. C'est pourquoi ces deux partis
sur ses intentions. Est-ce qu'il s'alignerait sur les Américains en procédant à une épuration anti-communiste parmi les fonctionnaires ? Est-ce qu'il interdirait les grèves ? Est-ce qu'il dissoudrait les syndicats ? Est-ce qu'il bâillonnerait la presse qui s'aviserait de défendre les positions syndicales ? On avait l'impression qu'il en serait ainsi. Plus on avançait dans la campagne électorale, plus il s'adressait à l'émotivité des gens plutôt qu'à leur raison. Il faisait appel à leurs craintes et à leurs haines. A la mi-octobre, quelques jours avant les élections, les adversaires contrôlent la commission chargée de rédiger le projet de Constitution. De Gaulle ne peut l'accepter et il n'a plus qu'à partir.

Il y a d'abord une fausse sortie du général, le 16 novembre, lorsqu'il démissionne pour protester contre l'attitude du PCF qui exige, pour ses ministres, les ministères de l'Intérieur, de l'Armée et des Affaires étrangères. La Chambre, unanime (PCF compris) le rappelle. Puis, au début de l'année 1946, un ministre « socialiste », André Philip, propose une réduction de 20 % des crédits alloués à l'armée. De Gaulle saisira le prétexte pour partir.

les plus déterminés de De Gaulle ne doutaient plus qu'il allait instituer sa propre dictature ».

Outre la reprise des thèmes traditionnels aux groupes fascistes, le RPF en prenait aussi les méthodes. Les attaques contre les vendeurs de **l'Humanité,** les attaques contre les réunions de gauche par des commandos RPF alternaient avec la mise en condition de la population qui, aux abords des meetings gaullistes, se voyait souvent contrainte de crier « Vive De Gaulle » sous peine d'être rossée par les nervis du service d'ordre.

La montée et le déclin

Le raz de marée gaulliste aux élections municipales de 1947 surprend tout le monde. Le RPF prend la quasi-totalité des voix du MRP, des radicaux et de la droite qui sont pratiquement balayés. Avec 40 % des voix c'est, de très loin, le premier parti du pays. A Paris, par exemple, avec l'appui radical et de petites formations de droite, il obtient 56 % des voix contre 29 % au PCF, 9 % aux socialistes et 6 % au MRP. **« Pendant au moins trois mois, on eut l'impression que la France allait devenir fasciste »,** écrit Werth à propos de ce succès.

Pour la SFIO et le MRP qui sont au gouvernement, il s'agit de tout faire pour empêcher que le RPF puisse pénétrer en maître dans l'une ou l'autre Chambre car ses voix, additionnées à celles des députés et sénateurs PCF rejetés dans une opposition constante, rendraient impossible la formation d'un gouvernement en dehors du RPF et du PCF.

Socialistes, républicains populaires, radicaux et divers petits partis de droite vont alors inaugurer la politique dite de « Troisième Force ». Il s'agit purement et simplement de constituer une force capable de résister à la fois au RPF et au PCF. Et si on n'y parvient pas par les moyens légaux habituels, on trichera un peu.

Le gouvernement décide d'abord de retarder les élections cantonales par crainte d'un succès RPF. Puis il va mettre au point le système dit de l'apparentement. Il s'agit de donner aux partis politiques la possibilité de s'associer en vue d'un scrutin. Si le total des voix recueilli par les partis associés, c'est-à-dire apparentés, dépasse 51 % des suffrages exprimés, les partis apparentés empochent tous les sièges et se les répartissent entre eux à la proportionnelle. Quant à leurs adversaires, ils n'obtiennent rien. Personne ne voulant s'apparenter avec le PCF et le RPF, ces deux formations étaient alors certaines de se trouver minorisées dans leur représentation parlementaire.

Aux élections législatives de juin 1951, le RPF va obtenir plus de 4 millions de voix et 21 % des suffrages exprimés. Encore une fois son succès se fait au détriment du MRP qui perd la moitié de ses voix de 1946 tandis que le PCF perd lui aussi 500.000 voix. Par le jeu de l'apparentement, le RPF obtient trois fois moins de députés que les partis apparentés dans la « Troisième Force » alors qu'il n'a que deux fois moins de voix qu'eux.

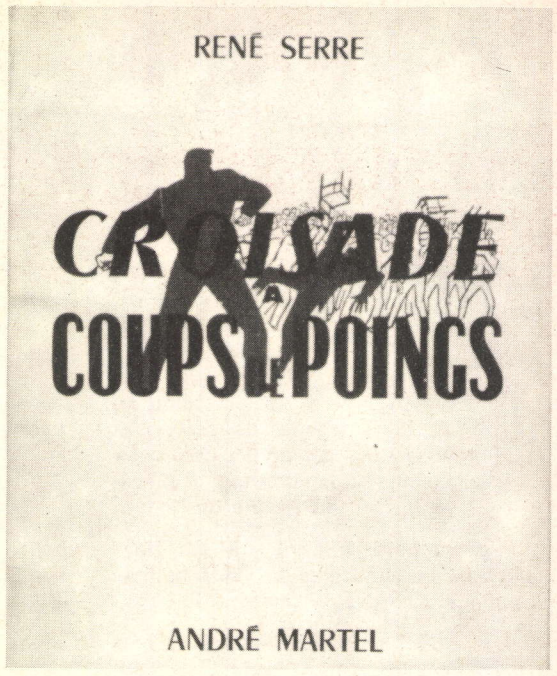
Mais si l'astuce législative a sans doute permis de minimiser la représentation parlementaire du RPF, elle n'explique en rien le recul que celui-ci connaît par rapport à son succès de 1947. D'autant plus que ce recul ne va cesser de s'accentuer. En 1952, dans les élections locales ou partielles, le pourcentage de voix recueilli par le RPF tombera de 20 à 10 % ou même moins. Dans le deuxième secteur de Paris, par exemple, de 100.000 voix en juin 1951, il tombe à 36.000 en juin 1952. Et pendant toute l'année 1952, il va connaître une véritable hémorragie de conseillers généraux, de conseillers municipaux, de députés et de sénateurs.

De 1947 à 1953, dans les 56 communes où s'appliquait la représentation proportionnelle, le RPF verra son score passer de 25,8 % à 10,6 % et perdra notamment les municipalités de Marseille et de Lille.

Les causes d'un échec

Comment expliquer cet échec et surtout la rapidité avec laquelle décrût l'influence du RPF ? En fait, les conditions qui lui avaient donné naissance avaient peu à peu disparu. Après l'échec des grèves de novembre-décembre 1947 et l'écrasement de la grève des mineurs en octobre 1948, la peur du « rouge » perdit quelque peu de sa crédibilité. L'amélioration de la situation économique et surtout l'arrêt de l'inflation galopante au printemps 1952 redonnèrent confiance à une partie de la petite-bourgeoisie. Sur le plan extérieur, si la guerre froide durait toujours, et même la guerre chaude en Corée, on était parvenu malgré tout à entamer des négociations à Pam Mun Jon et le spectre de la guerre mondiale s'estompait peu à peu. Sur ce plan aussi, la situation devenait moins critique. Le RPF va alors non seulement perdre ses troupes mais aussi ses bailleurs de fonds.

Une partie de la bourgeoisie qui avait aidé financièrement le RPF dès sa naissance cesse de le soutenir. Elle s'était aperçue que les gouvernements de la « Troisième Force » étaient parfaitement parvenus à écraser les grèves et les projets gaullistes de liquidation des syndicats lui paraissaient comporter trop de risques. Elle préférait jouer une confédération contre l'autre, petit jeu rendu possible par la scission syndicale intervenue au sein de la CGT et qui donna naissance à la CGT-FO. Comme le dit Werth avec humour, la bourgeoisie **« n'entendait pas s'enrégimenter dans le piquet d'incendie de De Gaulle tant qu'elle ne serait pas absolument sûre que la maison était en flammes ».** Et pour la bourgeoisie française, les pompiers sociaux-démocrates, MRP et radicaux, infiniment plus malléables que les gaullistes, firent fort bien l'affaire.



...et celui de ses hommes de main (ci-dessus la couverture des mémoires d'un des responsables des commandos RPF). (Ph. L.O.)

Une fin sans gloire

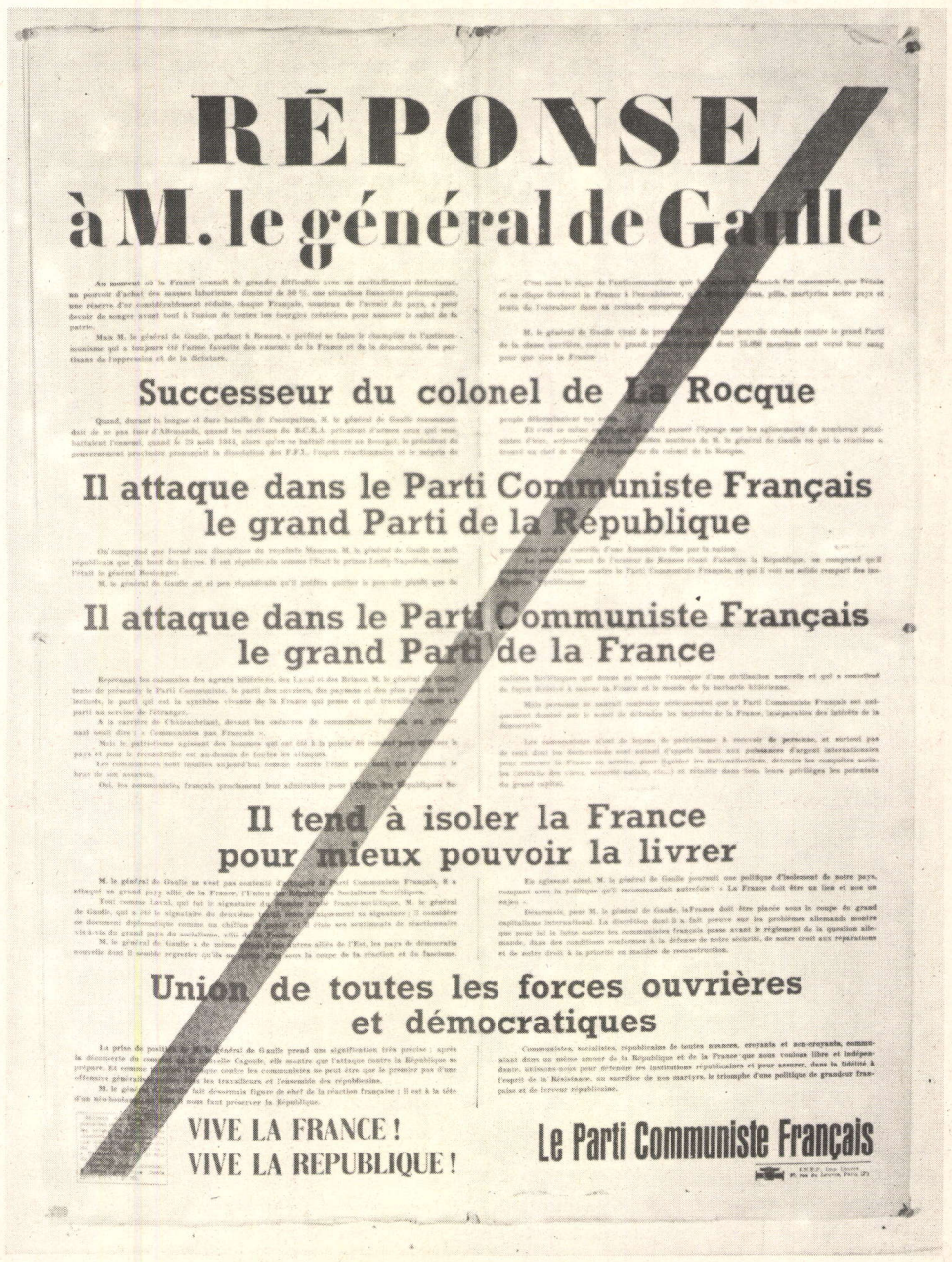
Le RPF connut une fin sans gloire. Sans perspectives d'avenir, la plupart de ses députés ne voulaient pas rester indéfiniment hors des fauteuils ministériels d'un système qu'ils avaient si fort condamné pour se faire élire. Comme l'écrira joliment De Gaulle lui-même, ils ne résistèrent pas à la tentation « d'aller à la soupe ».

Cette soupe, c'est Antoine Pinay qui va leur offrir. Le 6 mars 1952, Pinay forme son gouvernement qui sera un des plus conservateurs qu'ait connu la Quatrième république. La SFIO étant contre, le gouvernement ne pourra passer vu l'opposition systématique des députés RPF et PCF. C'est du moins ce que pensent la majorité des observateurs politiques.

Mais ce que personne n'avait prévu, c'est la dissidence de 27 des 117 députés que comptait le RPF. En apportant leur voix à Pinay, ils sauvent le gouvernement et espèrent bien, en contrepartie, en recevoir quelques avantages.

De Gaulle sent que c'est là le commencement de la fin. Le 6 mai 1953, il rend leur liberté aux députés RPF mais leur enlève son label. Le groupe RPF à l'Assemblée deviendra alors l' « Union des Républicains d'Action Sociale » et entrera dans la majorité le 7 juin 1953. Le RPF était bien mort et avec lui l'espoir caressé par De Gaulle d'une grande formation d'extrême-droite capable de mettre au pas les travailleurs.

Jean LIEVIN


RÉPONSE
à M. le général de Gaulle

Successeur du colonel de La Rocque

Il attaque dans le Parti Communiste Français le grand Parti de la République

Il attaque dans le Parti Communiste Français le grand Parti de la France

Il tend à isoler la France pour mieux pouvoir la livrer

Union de toutes les forces ouvrières et démocratiques

VIVE LA FRANCE !
VIVE LA REPUBLIQUE !

Le Parti Communiste Français

Une réponse qui se situait sur le terrain de la bourgeoisie. (Ph. Violet)

le P.C.F. à l'œuvre

BELFORT

Sourire pour les curés...

VENDREDI 14 avril, la fédération du P.C.F. du Territoire de Belfort a organisé une conférence-débat sur le thème « Communistes et Chrétiens », à la Maison du Peuple de Belfort.

Un grand battage avait été fait pour l'occasion, en particulier des distributions de tracts aux sorties des messes du coin...

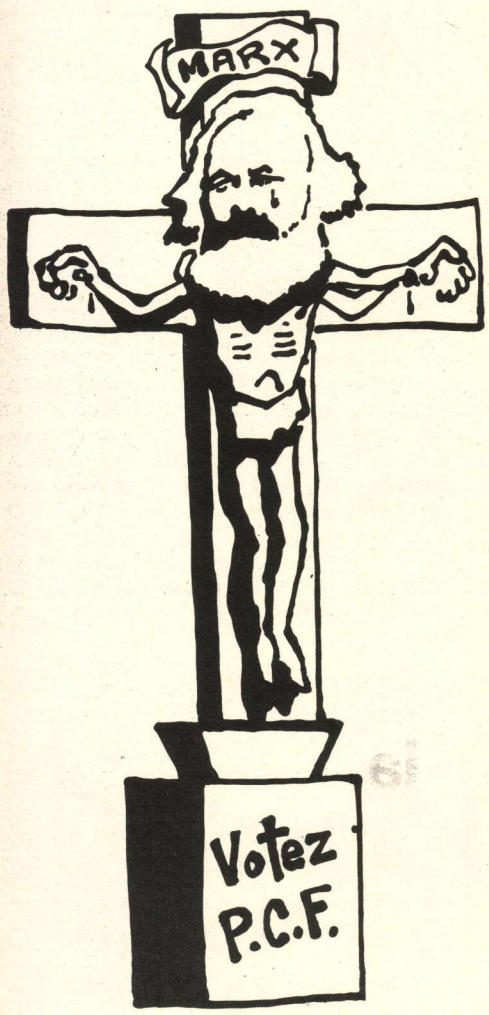
Aussi, c'est plus d'une centaine de personnes, de milieux très divers : syndicalistes, curés, enseignants... qui s'étaient déplacées pour assister au spectacle d'André Moine, dirigeant du P.C.F., décochant force sourires aux chrétiens présents.

Après un discours d'une demi-heure composé essentiellement de citations du Pape, des encycliques « sociales » et de textes extraits de la presse calotine, on passa au débat.

Un jeune regretta de ne pas avoir entendu parler de P. Overney, puis il déclara que si le P.C.F. avait existé au temps du Christ, il aurait participé à sa crucifixion...

C'est à cet instant que le débat devait prendre un tour assez comique entre l'orateur du P.C.F. et les curés présents, les uns et les autres se remémorant péniblement les aventures bibliques de Ponce Pilate et de ses petits camarades.

Nous avons eu droit à une petite palinodie : la religion était l'opium du peuple, disait Marx, mais dans « le contexte de son temps ».



Une partie de la soirée a été instructive. On y a appris qu'il pouvait y avoir deux sortes de réformes : les réformes réformistes et les réformes révolutionnaires. Nous avons appris aussi que dans les démocraties populaires de tradition chrétienne, Pologne et Hongrie, les curés étaient payés par l'Etat ! Interrogé au sujet des internements en hôpital psychiatrique des opposants en U.R.S.S., Moine déclara que le P.C.F. condamnait ces méthodes tout comme celles qui porteraient atteinte aux pratiques religieuses.

Il mit l'assistance en garde contre les informations tendancieuses sur le sujet et, pour expliquer les mesures répressives, il dégota des arguments de poids. Par exemple que les Soviétiques ne seraient habitués à la démocratie que depuis très peu de temps, donc ne savent pas encore s'en servir. De plus, les Soviétiques trouvent, paraît-il, logique de boucler les opposants, puisqu'ils estimeraient, selon l'orateur, qu'il faut être fou pour s'opposer au régime soviétique.

En définitive, on a vu le P.C.F. tendre la main aux catholiques comme au temps de Maurice Thorez et surtout on a subi un débat qui, le moins que l'on puisse dire, se trouvait aux antipodes des préoccupations des travailleurs... On a vu aussi que le P.C.F., pour attirer quelques petits-bourgeois mystiques et quelques bulletins de vote, était prêt à cracher sur Marx et ses idées. Il a montré qu'il a sacrifié depuis longtemps le socialisme scientifique... sur l'autel de l'électoralisme !

Correspondant L.O.

ANGOULÊME

Police pour les gauchistes

LES partis et groupements politiques pourront se former et exercer librement leur activité », (Changer de cap, *page 128).*

Nos démocrates avancés, nos syndicalistes CGT des papeteries n'ont pas dû lire le programme du PCF ; ils ne doivent pas savoir que les syndicats dont ils font partie mènent une campagne contre la répression policière et pour la liberté d'expression. Et, surtout, ils ont une conception très, très particulière de cette liberté d'expression.

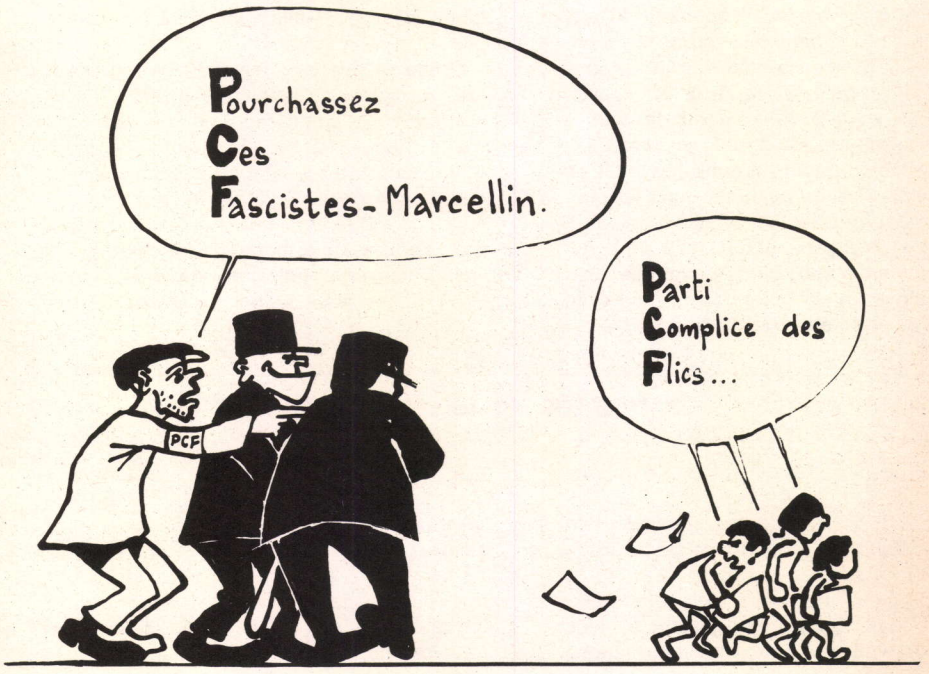
Jeudi 13 avril, dès l'apparition du premier bulletin Lutte Ouvrière *dans l'usine des Papeteries de la Couronne à Angoulême, ce fut l'affolement général dans les rangs des délégués. « Les gauchos étaient arrivés » ! A tel point qu'il paraîtrait qu'à 8 h 30 une délégation FO-CGT alla voir le patron pour le rassurer, pour lui expliquer qu'eux, syndicalistes responsables, n'étaient pour rien dans l'apparition de ce tract. Ces gens plats comme des limandes devant le patron allaient tenir un autre langage aux camarades qui diffusaient. Ils leur demandèrent de rentrer dans l'usine, ce qui fut refusé, la manœuvre étant trop grosse ; puis ils essayèrent de les dissuader de revenir. A la pose, entre deux diffusions, les deux camarades qui s'étaient éloignées de l'usine furent filées par les délégués.*

Donc jusque-là rien de plus que d'habitude. Nous dirions plus bête que méchant. A la diffusion de 13 heures, changement d'attitude. Ils firent appel aux forces de l'ordre, MAIS OUI, pour vérifier l'identité des diffuseurs et pour connaître le nom des copains de l'usine. Comme les flics n'avaient vu qu'une camarade, un délégué prit un homme au képi par le bras et l'amena à l'autre porte où la distribution continuait.

Pour justifier son attitude, le délégué principal précise : « Les ouvriers sont bien, ici, il n'y a pas de problème dans cette usine ». *Tout juste si le patron n'aurait pas eu droit à une médaille décernée par Séguy — ou le Congrès de Nîmes.*

Cette attitude écœurante des larbins de la direction, avec leur étiquette CGT, avait eu un antécédent 15 jours auparavant, dans une autre grosse usine, les papeteries Laroche Joubert lors de la diffusion de notre « Lettre ouverte à tous les travailleurs » *pour un programme d'union ; là, le syndicat avait fait appel au patron pour chasser les « gauchistes », puis, par hasard certainement, la police arriva.*

Tout commentaire est superflu...



Correspondant L.O.

Le Monde, LA PUBLICITÉ ET LE RÉFÉRENDUM

Ci-dessous, la lettre que nous avons adressée à M. Fauvet, directeur du Monde. **Elle nous semble suffisamment explicite pour que nos lecteurs, et particulièrement ceux qui avaient pu être surpris par le placard publicitaire publié dans** Le Monde **il y a quinze jours, apprécient la manière cavalière dont la « grande presse » traite... la moins grande.**

Paris, le 20 avril 1972.

Monsieur le Directeur,

Par une lettre du 16 avril déposée à vos bureaux le 17 avril au matin à l'attention du service Publicité de votre journal, nous indiquions que le texte du placard publicitaire qui nous était réservé dans votre numéro du mardi 18 avril (daté du 19) devait être le suivant :

CONTRE LE POUVOIR PERSONNEL
CONTRE L'EUROPE DU CAPITAL
BOYCOTT !

Quelle ne fut pas notre surprise de constater que dans le placard publié dans votre journal le mot « boycott ! » avait été supprimé ce qui, dans une large mesure, laissait planer une équivoque sur le sens du placard lui-même (placard qui, signalons-le, ne faisait que reproduire le titre de l'éditorial et de la première page de notre hebdomadaire).

Nous avons d'abord cru, en toute bonne foi, qu'il ne pouvait s'agir que d'une erreur de vos services puisque des placards reprenant la même idée étaient parus dans les numéros des 21 et 28 mars du *Monde*. Or un coup de téléphone donné à votre service Publicité le mercredi 19 avril au matin nous a détrompés. On nous a répondu en substance qu'il ne s'agissait nullement d'une erreur mais que la direction du journal avait donné des instructions pour que le mot « boycott » soit purement et simplement supprimé du texte. Cette explication nous a été confirmée par votre secrétariat le jeudi 20 avril au matin.

Vous comprendrez aisément que ce procédé nous paraisse quelque peu cavalier et assez peu compatible avec la réputation d'objectivité dont veut s'honorer votre journal.

Au cours des dernières semaines *Le Monde* a largement relaté dans ses colonnes les différentes prises de position de personnalités politiques sur le référendum. Bien mieux, il a donné la possibilité à des hommes politiques de différentes tendances de s'exprimer dans des « Tribune Libre » qui, somme toute, engageaient tout autant, sinon plus, votre journal qu'un modeste placard publicitaire présenté comme tel aux lecteurs. Devrions-nous interpréter le libéralisme manifesté en faveur des uns et la censure appliquée aux autres comme un à priori qui viserait à n'autoriser dans vos colonnes l'expression de courants d'idées qu'à la condition que celles-ci soient représentées par des « vedettes » ? Un courant politique qui ne cultive pas le « vedettariat » serait-il ainsi mis à l'index ou du moins obligé, s'il veut faire modestement entendre sa voix (contre contribution pécuniaire), d'affadir ses idées pour avoir le droit d'être entendu ?

Votre journal a été l'un des premiers à protester, à juste raison, contre le fait que la télévision avait osé supprimer *un seul mot* de l'intervention de Maurice Clavel à l'émission « A armes égales ». Vous avez d'ailleurs, et c'est tout à votre honneur, ouvert vos colonnes à ce dernier. Encore ne s'agissait-il que d'un mot dans un document filmé qui en comptait plusieurs milliers et Clavel avait-il la possibilité de s'expliquer et de dénoncer ce scandale.

Dans le cas présent vous censurez le mot qui donnait tout son sens à l'ensemble du texte en faisant ainsi paraître un placard amputé qui ne peut qu'induire en erreur le lecteur peu averti sur l'orientation de notre journal à la veille du référendum.

D'un point de vue purement commercial c'était parfaitement votre droit de nous faire savoir, dès le 21 mars, qu'il ne vous serait pas possible de passer ce type de placards dans vos colonnes si leur teneur vous paraissait incompatible avec l'orientation de votre journal. Nous aurions désapprouvé votre décision mais ce procédé nous aurait semblé infiniment plus conforme aux usages habituels que la modification arbitraire que vous avez cru bon d'apporter à notre texte sans même nous en informer.

Encore une fois ce sont là des pratiques que nous ne pouvons que condamner et qui vont à l'encontre non seulement de l'objectivité la plus élémentaire mais même de la liberté de la presse, liberté que vous présentez comme étant la charte sacrée d'un journal comme le vôtre.

Dans l'attente de vous lire, veuillez agréer, Monsieur le Directeur, nos salutations distinguées.

Pour LUTTE OUVRIERE :
Jean LIEVIN.

Les incidents de Censier

UNE série de heurts avec la police, la faculté fermée le 18 avril, réouverte, puis refermée, puis réouverte à nouveau. Tout cela vient de remettre Censier dans les feux de l'actualité. Comment en est-on arrivé là ?

Tout commence le 12 avril au matin : ouvrant une salle, un appariteur y trouve un « individu extérieur à la faculté » en train d'y finir sa nuit. Sommé de sortir, ce dernier s'énerve et frappe. L'appariteur aura la rétine décollée.

Somme toute, donc, un incident banal avec un pauvre type, qui aurait aussi bien pu être un étudiant en règle.

Mais, pour le personnel, c'en est trop : il se met en grève et ferme les portes. Essentiellement, il réclame le départ du « souk ». C'est le nom donné au hall du rez-de-chaussée où se cotoyaient des étudiants, des hippies, des marchands de babioles, le tout très folklorique ; mais aussi, c'est vrai, des drogués, des clochards, malades parfois (l'un d'eux aurait la gale, d'où la « désinfection » prétextée pour la fermeture).

Si le personnel s'en tient à réclamer des appariteurs et des crédits supplémentaires, mais reste bien décidé à en finir avec le « souk », le recteur, et derrière lui, le ministre, propose aussitôt l'envoi de vigiles universitaires. Vingt de ces messieurs sont prêts à être envoyés à Censier. Il a fallu la nette opposition des étudiants, des enseignants et du personnel lui-même, pour éviter la décision rectorale. Le personnel reprendrait, assurant seul un « filtrage » à l'entrée.

Et le lundi 17 au matin, le filtrage était en place. A l'assemblée de l'après-midi, les représentants syndicaux du personnel marchandaient avec des étudiants, représentant les U.N.E.F. et des groupes politiques : « Ou vous nous aidez, au moins en la tolérant, dans l'opération de filtrage... ou nous devrons bien tolérer la venue de vigiles ».

Le mardi, c'était fini : les étudiants présents, refusant le filtrage, rentraient en masse. (Précisons que le filtrage était pour le moins arbitraire : à ceux qui ne plaisaient pas, on demandait leur carte, au hasard.) Conséquence : le personnel abandonnait son utopique filtrage, rejetait sur... les révolutionnaires la responsabilité de son échec, et prévenait que plus rien n'empêcherait dès lors les mesures rectorales.

Largement inspiré par les responsables P.C.F. de leur syndicat, un tract signé « le personnel ATOS du Centre Censier », donnait une version pour le moins falsifiée des événements de ce mardi : « Un groupe d'une vingtaine d'étudiants appartenant à un mouvement (Ligue Communiste - Révolution) a accompagné à la porte du Centre Censier un individu connu pour fréquenter sans raison le couloir des amphithéâtres (le Souk) ; ils ont exigé que les appariteurs laissent l'entrée libre à quiconque dans le Centre », etc.

Le soir même, la faculté était fermée. Dans la presse aux ordres du lendemain, on pouvait lire que les gauchistes s'étaient opposés physiquement au nettoyage du « foyer de provocation » à Censier, entamé sans vigiles pourtant... Le tour était joué.

Dans cette affaire, les responsabilités reposent avant tout sur le ministère et le pouvoir. D'abord, c'est lui le responsable du manque évident de crédits et de personnel, qui alourdit si durement la tâche des employés à Censier. C'est lui qui s'est saisi de l'occasion pour faire l'amalgame entre les étudiants, les gauchistes et les drogués, « la pègre ». C'est lui, enfin, qui a procédé au chantage sur l'envoi de vigiles, s'abritant derrière les revendications du personnel, en sachant pertinemment ce que cela entraînait.

A coup sûr, on a dû se frotter les mains en haut lieu, de l'incident et de ses conséquences.

(Ph. Elie Kagan.)

Il faut ajouter que dans sa besogne anti-gauchiste, le ministère a reçu un fier coup de main des staliniens de Censier. Aussi bien des enseignants du Conseil de Paris III, que de l'U.E.C., procédant à de rapides amalgames, et pas mécontents du tout de voir les gauchistes en mauvaise posture. Mais aussi, on l'a vu plus haut, des dirigeants syndicaux du personnel, qui n'hésitèrent pas à accuser les gauchistes.

Mais ce qu'il faut dire aussi, c'est que les groupes révolutionnaires eux-mêmes ont leur part de responsabilité, dans l'impasse où ils se sont trouvés, coincés entre le personnel, le « souk »... et les manœuvres rectorales. Car s'il est juste de ne vouloir ni les vigiles, ni jouer leur rôle à leur place, il est en partie faux de dire que « les révolutionnaires ne sont pas responsables de la présence des drogués, des malades... qui traînent dans les couloirs », comme l'a fait un militant de l'U.N.E.F.

S'ils s'y trouvent bien, c'est qu'on les accueille bien. Les révolutionnaires n'ont pas osé aller contre le courant moyen du milieu étudiant, extrêmement ouvert à ce genre de mœurs, et qui veut que la vie de déclassé, la seringue et la crasse soient des symboles de la révolte. A ce niveau, ils en font les frais à Censier aujourd'hui.

Correspondant L.O.

LYCÉE MICHELET (Vanves)

Lycée-caserne

TROIS élèves exclus de l'internat : telle était la décision du proviseur. Pourquoi cela ? Parce qu'ils voulaient participer à un pique-nique, une petite fête décidée entre les lycéens, dans le parc privé du lycée, qui leur est interdit. Mais... le proviseur était là pour leur en empêcher l'entrée.

Rien de bien méchant, on le voit ! Mais il a fallu que l'Administration sévisse. Pourquoi vraiment ?

Révoltés devant un tel arbitraire, trois cents internes et demi-pensionnaires ont décidé ce mardi 11, de boycotter la cantine. Pendant trois jours, le proviseur était « parti » et n'a voulu recevoir personne. Ce n'est que devant l'indignation des parents et des professeurs, mais aussi devant la réaction des lycéens, qu'il est revenu sur sa mesure.

Peut-être le proviseur réfléchira-t-il maintenant à deux fois avant de jouer les mères supérieures.

Correspondant L.O.

Grève à l'école des E.I.T.P.E.

LES fonctionnaires élèves ingénieurs des travaux publics de l'Etat avaient déjà fait une grève de trois semaines en 1970 pour la revalorisation de leur enseignement (reconnaissance d'une troisième année d'étude). L'accord de la direction sur les revendications n'a rien changé et l'enseignement reste toujours sans rapport avec les tâches qui nous attendent.

C'est pourquoi, à l'appel des sections syndicales C.G.T.-C.F.D.T. de l'école, nous nous sommes mis de nouveau en grève illimitée mardi 18 avril. Le démarrage fut difficile, vu le travail insuffisant des syndicats mais, au cours de la grève, ils adopteront une tactique plus efficace.

Les grévistes se rendent compte que leur grève ne peut gêner l'administration que par l'écho qu'elle rencontre dans tous les secteurs publics intéressés. C'est pourquoi ils participent massivement à l'information des autres parties du ministère de l'Equipement et du Logement, des écoles d'Etat (10.000 tracts diffusés, cinq communiqués de presse parus, motions de soutien reçues...).

D'autre part, l'assemblée générale a effectivement tout pouvoir de décision, c'est elle et son comité de grève qui dirigent l'action ; en conséquence, nombreux sont ceux qui rallient la grève, sentant que le mouvement est le leur et non uniquement celui des syndicats. La grève se renforce et se durcit de jour en jour, le moral monte.

Dans la lutte, les élèves s'échappent du cadre corporatiste, prennent conscience des vrais problèmes et qu'ils doivent se battre pour obtenir satisfaction.

Correspondant L.O.

Quand la police se préoccupe de la jeunesse

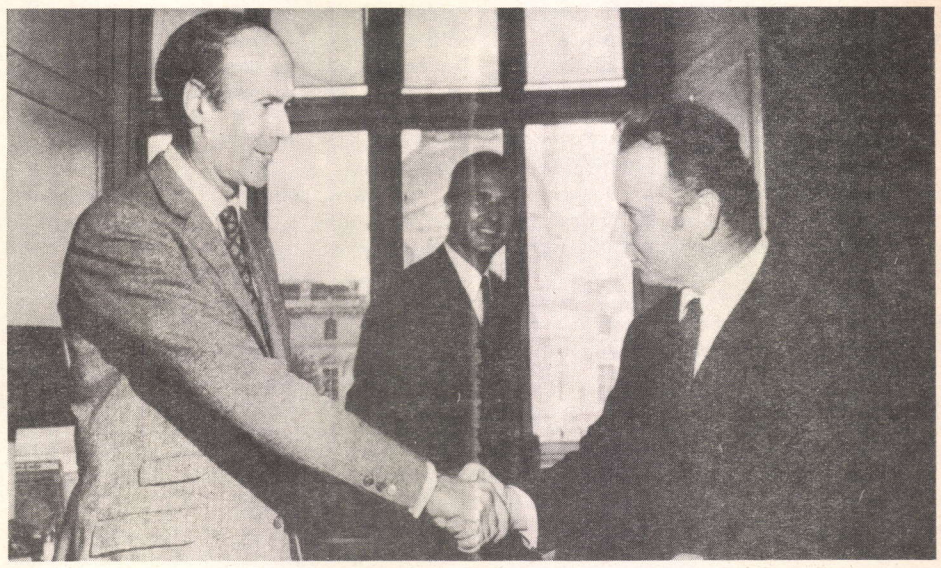
MERCREDI 12 avril, les vendeurs de Lutte Ouvrière, *rue de Rivoli, devant la Samaritaine, virent un agent de la circulation s'en prendre soudain à une jeune camarade qui vendait : parce qu'elle n'avait pas « dix-huit ans révolus », elle n'avait pas le droit de vendre un journal politique sur la voie publique ! En conséquence de quoi elle devait choisir : ou arrêter de vendre ou se faire embarquer (car les commissariats, eux, ne sont pas interdits aux moins de dix-huit ans) ; et de joindre le geste à la parole : notre zélé protecteur de l'enfance empoignait notre camarade.*

Mais, entre-temps, un attroupement s'était formé, et notre agent eut fort à faire pour expliquer son zèle : « Alors à dix-huit ans on a le droit de se faire exploiter dans les pires conditions, mais on n'a pas le droit de le dire ! » — « Parce qu'on a un képi, on se croit tout permis »... *etc. Et finalement, après avoir ainsi entendu ses quatre vérités, il retourna à... ses autos.*

Correspondant L.O.

Un membre des forces de l'ordre en train de protéger la liberté de la presse ! *(Ph. L.O.)*

INQUIETUDES SUR L'AVENIR DU TAPIS VERT !



LES murs qui ont abrité le 38e Congrès de la C.G.T. frémissent encore de la « révélation d'importance sur une sombre entreprise manigancée clandestinement par le patronat ». **Grâce au « détective » G. Séguy les dessous de cette ténébreuse affaire n'ont plus de secrets pour nous aujourd'hui : le patronat est... le patronat, il s'organise même pour défendre ses intérêts de classe.**

Ce qui nous vaut cette belle lapalissade du secrétaire général de la C.G.T. c'est la création récente par l'Union des Industries Métallurgiques et Minières d'un fonds d'entraide patronale, destiné au soutien financier des entreprises touchées par des mouvements de grève.

« Voilà qui illustre bien l'esprit rétrograde d'un patronat qui n'a rien oublié et rien appris », **s'indigne G. Séguy. Voilà qui n'est pas nouveau, rétorque en substance l'U.I.M.M., ce fonds anti-grève existait déjà auparavant.**

L'attitude patronale...

En fait, nouveauté ou pas, officielle ou non, l'existence d'un tel fonds ne change guère la situation. Le patronat détient les cordons de la bourse, et on ne voit pas bien par quel oubli impardonnable, il se serait privé jusqu'à ce jour d'en faire usage lors de conflits sociaux. Quant aux unions et groupements patronaux, nés de la nécessité tant de se partager le marché que d'opposer à la classe ouvrière un front uni des possédants, ils ont des traditions de lutte, un passé presque aussi vieux que leurs homologues ouvriers.

D'ailleurs, dans leur lutte contre la classe ouvrière, les patrons ne comptent pas tant sur des caisses anti-grèves que sur l'aide efficace de leur Etat, de ses flics (même lorsqu'ils emploient des flics-maison comme à Citroën ou à Renault), de ses lois et des juges qui les font appliquer.

C'est cet Etat qui, lors des dernières grèves à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P., avait donné le ton en faisant preuve de toute sa détermination à ne pas céder aux revendications des travailleurs. Les travailleurs du Joint Français, de Paris (Nantes), de Girosteel — pour ne prendre que des exemples récents — n'ont pas attendu les « révélations » de G. Séguy pour constater le durcissement de l'attitude patronale. Finalement, la création de ce fonds est dans la logique de l'intransigeance de patrons qui voient poindre à l'horizon une récession économique et sont soucieux de se donner les moyens techniques et financiers de ne pas avoir à alourdir leurs coûts de production par des concessions aux exigences ouvrières.

Séguy s'inquiète : si le patronat ne joue plus le jeu, que vont devenir les dirigeants syndicalistes, professionnels du « tapis vert » ?

...compromet la concertation...

Une telle attitude ne devrait rien avoir de tellement surprenant pour des syndicalistes qui prétendent représenter les travailleurs et diriger leurs luttes. Face au renforcement de la combativité patronale, les travailleurs doivent opposer une résolution d'autant plus forte ; cela semble évident mais c'est justement cela qui irrite tellement G. Séguy. Car ce durcissement patronal remet en question toute la politique de discussion autour du tapis vert, de « concertation honnête » — **c'est-à-dire de collaboration de classes de la C.G.T. Politique que justifiaient les miettes lâchées au fil des réunions paritaires et qui permettaient à la presse de la C.G.T. et du P.C.F. de publier des communiqués de « victoires » remportées sans combat, et à peu de frais, selon eux, pour la classe ouvrière.**

...mais pas la lutte des classes !

Le durcissement réel en cours de l'attitude patronale compromet cette politique de la C.G.T., puisque désormais, sous peine de ne rien obtenir, il lui faudra organiser des luttes longues et dures, étendre les mouvements, faire appel à la solidarité ouvrière. Ce qui, dans la perspective « responsable » (vis-à-vis de la bourgeoisie, bien sûr) d'un gouvernement d'union de la gauche que prônent la C.G.T. et le P.C.F., met ces derniers dans une position pas très confortable face à leurs mandants ouvriers.

Mais il ne s'agit pas d'être dupe des termes de G. Séguy, jugés « durs » par toute la presse bourgeoise. A la même tribune du 38e Congrès, le secrétaire général de la C.G.T. expliquait que faute d'une perspective concrète d'union de la gauche « le pouvoir des monopoles capitalistes, en dépit de toutes les difficultés et des contradictions qui l'assaillent, parviendra à exercer sa domination ». **Après dix années de gaullisme que la C.G.T. et le P.C.F. baptisaient « pouvoir fort », en guise d'excuse pour ne rien entreprendre contre lui, ces mêmes organisations, qui ne se renouvellent guère, sortent de leur manche la version 1972 du « patronat de combat » pour justifier la même inaction.**

De beaux jours en perspective donc pour le patronat, et l'U.I.M.M. en particulier. A moins que les travailleurs, dans ce ballet trop bien réglé, ne décident de suivre, comme à Girosteel où les grévistes ont obtenu satisfaction après dix semaines de lutte, la seule voie possible pour la satisfaction de leurs revendications : celle de luttes dures et longues. Mais pour cela, ils sont prévenus, ils ne pourront pas compter sur les directions syndicales.

Pierre LAFFITTE

UNE BELLE UNANIMITÉ ANTI-OUVRIÈRE ET ANTI-GAUCHISTE

(malgré deux fausses notes !)

LE 38e Congrès national de la C.G.T. a clos ses travaux à Nîmes, le 21 avril.

Ce congrès avait été placé sous le signe de la démocratie. Dans son discours d'introduction, Georges Séguy avait insisté sur la nécessité de faire participer les syndiqués au maximum à l'activité syndicale et saluait déjà l'effort entrepris en ce domaine, effort qui, selon lui, s'était manifesté par le fait que les représentants au congrès avaient été élus par les syndiqués après un large débat dans les entreprises sur les textes d'orientation et le programme de la C.G.T.

Pourtant, on pouvait s'apercevoir en discutant avec les délégués, que si beaucoup d'entre eux avaient été mandatés par élection, nombreux étaient aussi ceux qui avaient été envoyés, nommés par les instances supérieures et sans même que les textes sur lesquels ils étaient appelés à se prononcer au nom des syndiqués aient été auparavant débattus avec eux.

Le rapport introductif du secrétaire général devait du reste donner à l'ensemble du congrès la trame sur laquelle allait se bâtir la quasi-totalité des interventions des délégués.

Ainsi, chaque intervention comprendra, ou presque, un couplet sur le « non » au référendum, un autre sur les nationalisations ou l'unité syndicale, sans omettre bien sûr une mention anti-gauchiste et dans cette atmosphère, l'intervention de Sylvain, responsable C.G.T.-Renault, relatant la version de la C.G.T. sur les récents événements de la Régie, sera applaudie dans le délire.

Deux fausses notes dans cette unanimité, celles des représentants du syndicat de l'Institut Géographique et de l'I.N.S.E.E. L'un désapprouva la normalisation en Tchécoslovaquie et proposa qu'une commission d'enquête y soit envoyée, l'autre s'éleva contre l'analyse du « gauchisme » et l'attitude de la C.G.T. lors des grèves de la R.A.T.P.

Si Séguy répondra en développant la position du syndicat face aux événements de la Tchécoslovaquie et du conflit R.A.T.P., il ajoutera d'un ton sec qu'à propos du « gauchisme », il n'a rien à dire de plus après l'intervention de Sylvain.

La dernière journée du congrès sera consacrée à la jeunesse, la majeure partie des interventions tendant à prouver que, contrairement à certaines idées, ce ne sont pas vers le « gauchisme » que se tournent les jeunes, mais vers la C.G.T.

Bref, un congrès sans histoire qui se terminera de façon attendue par l'élection de la direction confédérale.

Correspondant L.O.

LANG (Paris-XIXe)

La solidarité des travailleurs du Livre fait reculer la direction

APRES une semaine de débrayages, sans préavis et à très forte participation, les rotativistes hélio ont obtenu gain de cause chez Lang.

La direction, qui n'en est plus à une brimade près, voulait déclasser les ouvriers d'une machine. Eh bien, elle a dû ravaler son projet.

Ces camarades viennent de montrer que malgré les propos démoralisants de certains responsables syndicaux il est toujours possible de faire reculer un patron. Il suffit pour cela d'être déterminé, de choisir le moment favorable — celui qui gêne le plus la production — et de ne pas se laisser intimider à la première menace de la direction.

Cette victoire a été une victoire morale pour tous ; d'autant plus qu'elle a été possible grâce à la solidarité des travailleurs de Victor-Michel.

En effet, ceux-ci, avertis par des ouvriers de chez Lang, ont refusé de tirer Jours de France que Lang avait envoyé tirer à Victor-Michel.

Le patron de Victor-Michel, pour punir les ouvriers de son imprimerie, leur a supprimé... les heures supplémentaires (obligatoires à Victor-Michel) pour un samedi ! C'était un peu mince pour faire regretter à ces camarades leur solidarité !

Par ailleurs, un cahier de Jours de France devait partir à Offenburg (Allemagne) aux imprimeries Burda.

Avertie, la section CFDT a téléphoné à des responsables syndicaux allemands. Résultat : les travailleurs de chez Burda ont aussitôt refusé d'exécuter le travail.

Si une section syndicale minoritaire réussit à faire cela aussi facilement, on voit ce que pourrait faire la CGT si elle n'avait pas renié tout principe internationaliste et si elle ne se vautrait pas dans un chauvinisme béat, défendant « la pensée française » (sic), le « patrimoine français »... et les intérêts des maîtres imprimeurs français.

Dans le Livre, les travailleurs ont un atout majeur de leur côté : la marchandise qu'ils produisent est particulièrement périssable. Une grève peut faire perdre gros à un patron, à condition qu'elle soit organisée au bon moment et que le Comité Inter ne fasse pas jouer les jaunes aux travailleurs, comme cela s'est déjà produit l'année dernière. (La CGT avait accepté de faire tirer Télé 7 Jours chez Desfossés alors que Victor-Michel qui l'imprime habituellement était en grève.)

Chez Lang, un atelier seul a mis en échec la volonté de Lang. Quelle serait notre force si nous décidions de partir en lutte tous ensemble !

Correspondant L.O.

Effervescence à Idéal-Standard

(Aulnay-sous-Bois)

A Idéal-Standard, à Aulnay-sous-Bois, un service, le Montage B, a connu plusieurs jours d'effervescence, avec débrayages et même une grève.

Cela a commencé le jour de la paye, le 13 avril. Tout le monde râlait sur la paye, et trois secteurs du service allèrent chacun déposer leurs revendications auprès du chef, nouveau promu. L'un demandait l'égalisation des salaires entre les différents postes de la chaîne, le deuxième secteur demandait un rattrapage par rapport au secteur voisin où les ouvriers gagnent environ 50 centimes de l'heure en plus, et le troisième secteur, chaîne d'assemblage, demandait 1 F de l'heure d'augmentation.

Le jeudi se termina dans cette atmosphère revendicative.

Le lendemain, à l'initiative des délégués CFDT, les trois secteurs se rendirent chez le chef de département. Sentant que le climat était tendu, celui-ci manœuvra. Pour les deux secteurs qui demandaient une révision de leurs salaires, il accepta d'étudier et de donner une réponse une semaine plus tard, au lieu de deux mois la veille. Pour la chaîne qui demandait une augmentation, il refusa tout net.

Ainsi, les deux premiers secteurs reprirent le travail et la chaîne se mit en grève.

Les grévistes étaient onze, mais par leur position dans la production, leur grève risquait d'entraîner très vite la paralysie de toute une partie de la Fabrication. La direction convoquait pour l'après-midi un C.E. extraordinaire.

Entre-temps, toujours à l'initiative de la CFDT, une réunion générale du service fut convoquée pendant l'heure du déjeuner. Un peu plus d'une soixantaine de travailleurs (sur 90) s'y rendirent. S'il fut possible d'établir un cahier de revendications pour tout le service sur la base de 1 F de l'heure, l'atmosphère n'était pas encore à la grève. Et, d'autre part, les ouvriers d'Idéal-Standard sont très attachés aux mouvements de secteurs qui ont parfois été assez payants.

L'après-midi, la direction annonçait qu'elle mettrait au chômage technique 150 personnes dès mardi si la grève continuait lundi.

Le week-end passé, lundi un tract CFDT informait l'ensemble du personnel. Un nouveau C.E. fut convoqué. La direction, visiblement, voulait arriver à un compromis, non pas tant par raison économique que pour maintenir un climat de paix sociale dans l'usine.

Et finalement, on arriva au compromis suivant : la direction payait toutes les heures de grève et de débrayage de tout le Montage B. Les grévistes reprenaient et, en se fondant sur la cotation de poste, on leur donnait une réponse jeudi. Ce compromis fut accepté.

Jeudi, la direction voulait accorder des augmentations différenciées de 10 à 30 centimes. Finalement, elle donna 20 centimes à tous les grévistes. C'est peu, mais pour finir cela n'a rien coûté aux ouvriers. Et moralement cela a été perçu comme un recul de la direction.

Lundi, les réponses pour les deux autres secteurs doivent être données, et sans dire que l'atmosphère est explosive, le malaise qui existe pourtant dans l'usine pourrait rejaillir au Montage B ou ailleurs dans l'entreprise.

Correspondant L.O.

(Ph. L.O.)

C.I.T.

Débrayages sur les chantiers

PLUS d'un millier de travailleurs travaillent sur les chantiers CIT, dépendant de l'usine de Vélizy. Répartis par groupes de 5 à 40, à travers plus de soixante chantiers dans toute la France, ils souffrent de leur isolement et toute action se heurte immédiatement au manque d'information, de contacts entre les différentes villes.

Face à cette situation, la section syndicale CGT de la CIT-Vélizy (dans laquelle des militants révolutionnaires sont actifs) a entrepris d'organiser des réunions régulières, regroupant des militants de l'usine, les délégués chantiers CGT et des représentants de chantiers désignés par leurs camarades.

Plusieurs réunions, regroupant en moyenne des représentants de 12 à 15 villes ont pu avoir lieu. Les déplacements étaient remboursés par l'argent collecté auprès des travailleurs-chantiers.

A la dernière réunion, la majorité décida d'appeler l'ensemble des chantiers à débrayer chaque jour deux heures. Cette forme d'action a été choisie parce qu'elle permet de conserver intactes les indemnités de déplacement, qui représentent une grande partie du salaire. Par contre une grève totale les supprimerait.

Les travailleurs-chantiers réclament :

— de travailler selon l'horaire de l'usine (43 h) au lieu de 46 h, sans diminution de salaire ;

— 200 F pour tous ;

— uniformisation de la prime de « sujétion » au taux le plus élevé ;

— voyage-détente intégralement pris sur le temps de travail.

PRESSIONS ET INTRANSIGEANCE

La CIT a fait son possible pour enrayer le mouvement. Beaucoup de chantiers n'ont pas reçu les tracts. A Agen, les travailleurs les ont retrouvés... dans une poubelle. Le téléphone d'un délégué CGT du Mans est « tombé en panne », le jour avant la grève. De nombreuses pressions ont été exercées par des chefs de chantier.

Il est impossible d'avoir une idée précise de la situation sur tous les chantiers, mais sur les plus gros centres (vingt travailleurs ou plus) les débrayages sont suivis à 70-80 %.

Pour l'instant, la direction fait la sourde oreille et la CGT vient d'appeler à passer à quatre heures par jour. *Si cela se réalise, cela commencera à faire réfléchir la direction qui est débordée par les commandes. Tout dépend maintenant de l'unité de tous les travailleurs qui, grâce aux indemnités-déplacement, pourraient tenir longtemps.*

Correspondant L.O.

RÉGIE RENAULT

Intoxication au Centre d'essais

A quelques kilomètres de Montlhéry, la Régie Renault possède un centre d'essai ultra-moderne, le « Centre Technique de Lardy ». Là se font, non seulement les essais des voitures sur des pistes spécialement aménagées, mais aussi les essais des différents organes. De nouveaux bâtiments viennent d'y être construits, dans lesquels s'est installé le service chargé des recherches « anti-pollution ».

Or, fait curieux, depuis cette installation, de nombreux travailleurs de ce service, sont tombés malades. Et, renseignements pris, il s'agit, pour tous, d'intoxication par l'oxyde de carbone.

Manifestement, il ne peut s'agir que d'une intoxication collective, sur les lieux du travail. Comment est-ce concevable, dans un bâtiment neuf, spécialement conçu pour des études « anti-pollution » ?

La réponse est simple. Chaque « cellule » (atelier où travaille le personnel chargé des recherches) est équipée d'une hotte d'évacuation des gaz d'échappement des moteurs mis à l'essai. Ces hottes débouchent sur le toit des bâtiments.

Il y a ainsi deux hottes sur chaque toit. Chaque hotte est flanquée d'une trappe de sécurité, en cas de fonctionnement défectueux. Et pour éviter que les gaz, plus lourds que l'air, ne redescendent immédiatement dans la rue, un muret d'environ 80 cm entoure chaque toit. Comble de précaution, une grille d'évacuation des eaux de pluie a été prévue entre les hottes. Comme on le voit, nos « grosses têtes » n'ont rien laissé au hasard ! Ils ont même pensé à installer sur les mêmes toits les bouches d'aspiration d'air frais pour aérer les « cellules » en question.

Seulement voilà. Les ouvertures de ces bouches se trouvent juste face aux orifices d'évacuation, au-dessus des grilles de sécurité, et juste au niveau où s'arrête le muret destiné à contenir les gaz. Grâce à ces multiples précautions, les gaz descendent d'abord par la grille destinée aux eaux de pluie et ce qui en reste est aspiré et renvoyé directement dans les ateliers dont ils proviennent !

Si la Régie avait cherché à asphyxier consciemment le personnel, elle ne s'y serait pas mieux pris.

Résultat : vingt-trois personnes sont actuellement en arrêt maladie, onze ont entre 0,59 % et 1 % d'oxyde de carbone dans le sang, et douze entre 1 % et 2,31 %.

Le comble, c'est qu'une équipe de l'O.R.T.F. est venue à Lardy, jeudi dernier, pour faire un reportage sur... les résultats obtenus par la Régie dans le domaine de la lutte contre la pollution : ne faut-il pas faire savoir à la clientèle que les voitures Renault sont à la pointe du progrès, dans ce domaine ?

Faire des recherches « anti-pollution » sur les voitures, c'est rentable. Mais installer un système anti-pollution efficace dans les locaux, à quoi bon ? Il ne s'agit que de la santé des travailleurs !

La Régie se préoccupe des recherches anti-pollution sur les voitures : la santé des travailleurs n'a pour elle aucun intérêt. (Ph. L.O.)

Correspondant L.O.

RENAULT-FLINS

ACCIDENT A L'ENTRÉE

LE mardi 11 avril, un accident a eu lieu à Flins à la porte de l'usine, à l'entrée de l'équipe d'après-midi. Un travailleur a été renversé par une voiture et a été blessé aux jambes.

Il n'est pas étonnant qu'un accident se soit produit à cet endroit ; en effet, rien n'est prévu pour la sécurité des piétons. En même temps que ceux-ci descendent des cars et se dirigent vers l'usine, d'autres cars passent en plein milieu des travailleurs bien souvent sans ralentir, des voitures ne cessent de circuler. Et il est inutile que les piétons essaient de se garer : il n'y a pas de trottoir. Quant à la rue principale qui est perpendiculaire à la porte d'entrée, il est impossible de la traverser sans danger aux heures d'entrée et de sortie

Pendant quelque temps, la direction avait bien mis des gardiens pour faire la circulation, mais elle les a bien vite retirés, préférant sans doute les occuper à faire sa police qu'à protéger les travailleurs. Déjà, la direction ne respecte pas la sécurité à l'intérieur de l'usine, mais passé les portes de la Régie, elle se moque de ce qui peut arriver. Pourtant, c'est encore sur son territoire, et c'est elle, et elle seule qui est responsable de tous les accidents qui peuvent se produire à cet endroit.

Et au lieu de construire autour du parc à cars un grillage qui ne sert strictement à rien, elle ferait mieux d'aménager l'entrée de l'usine : des allées uniquement pour piétons, d'autres voies pour les cars et les voitures : c'est le seul moyen pour éviter l'accident.

Une entrée dangereuse. *(Ph. L.O.)*

Colère au C.E.T. du Creusot

VENDREDI 14 avril dans l'après-midi la moitié des élèves du CET de La Chaume se sont mis en grève, 500 sur les 1.000 présents. Cela pour protester contre le renvoi d'une maîtresse auxiliaire d'éducation physique car elle était trop libérale avec les élèves, en fait une des rares à avoir un comportement humain avec eux.

Le matin, quelques élèves, de plus en plus nombreux, sont passés dans les classes ; assemblée générale à 14 heures dans la cour ; les 500 ont fait grève jusqu'à 17 heures en élaborant des revendications plus complètes et, de 17 à 18 heures, ils ont tous manifesté en ville. Les rues du Creusot n'avaient jamais vu ça, 500 jeunes (200 d'après la presse aux ordres) dévalant les rues à toute allure et clamant leur indignation.

Il faut dire qu'il y a de quoi car dans ce CET d'où la plupart des élèves vont sortir pour rentrer à l'usine Creusot-Loire, c'est le dressage des jeunes pour en faire des ouvriers soumis. Depuis le début de l'année une vingtaine d'élèves ont été renvoyés ou sont partis sous la pression du directeur (le surveillant général a prévenu en début d'année : « Vous êtes trop nombreux il faudra en mettre quelques-uns à la porte »). Le directeur ne se gêne pas pour calmer ses nerfs : il lui arrive de rentrer dans la salle de permanence, d'emmener deux ou trois gars dans son bureau sous le moindre prétexte et, là, de les gifler et même de donner des coups de poing. Par contre on l'a vu faire des sourires à des élèves pour leur faire faire du travail pour lui : une plaque de cheminée pour sa femme, une table pour son salon, laver sa voiture, etc. Certains professeurs même sont racistes, surtout chez les soudeurs et chaudronniers de deuxième année et chez les serruriers ; évidemment ils tombent surtout sur les Nord-Africains qu'ils insultent tant qu'ils peuvent et les corvées sont le plus souvent pour eux.

Et puis il y a tout le reste qui montre toujours le mépris de ces « éducateurs » pour les élèves et les conditions dans lesquelles ils vivent. En salle de permanence il est interdit d'être deux par table s'il y assez de places ; il n'y a pas de foyer pour les externes où ils puissent se détendre, lire des journaux, fumer, comme cela se fait dans les lycées du Creusot ou de Montceau ; lorsqu'elles sont en atelier certaines sections où le prof' applique le règlement, n'ont pas le temps de prendre le casse-croûte de 10 heures ; les internes n'ont que deux heures de sortie le jeudi et le samedi. Pour rentrer au réfectoire il faut passer par les W.C. Et la nourriture n'est ni belle ni copieuse.

Tout cela la presse locale ne l'a pas dit. Par contre, elle cherche à salir ces jeunes en montant en épingle des graffitis inscrits sur les murs du CET : *« Les adultes doivent prendre leurs responsabilités envers leurs enfants et la société qui a bien assez de ses soucis sans encore tolérer publiquement les balbutiements du premier âge. » — « Déjà dans la ville la colère gronde... c'est pourquoi il faut aider la police dans ses recherches... et plus vite justice sera faite mieux cela vaudra »...* (Le Courrier).

Et pourtant leur action montre bien leur volonté : réintégration du professeur licencié, arrêt des exclusions, arrêt des tabassages, fin du racisme des profs, une pause de dix minutes à dix heures.

Mais samedi matin, à 8 heures, le directeur et les professeurs se trouvaient dans la cour et, par chantage, ils ont fait reprendre les cours à tout le monde sauf une cinquantaine d'élèves qui ont diffusé un tract à la population, samedi matin, sur le marché et devant les portes du lycée et des autres établissements scolaires de la région.

Le samedi après-midi, ceux-ci se sont réunis et ont décidé unanimement de relancer la grève, lundi matin. Leur vie est insupportable dans le CET et ils tiennent à la changer !

Correspondant L.O.

trois élections de délégués du personnel

ROUSSEL-UCLAF

Apparition de la C.F.T.

LE fait marquant de ces élections aura été cette année la présence de candidats présentés par un syndicat CFT qui s'est créé à cette occasion.

La direction Roussel qui a besoin de faire face aux réactions de son personnel dont une partie doit être licenciée début mai et qui connaîtra plus tard d'autres « remaniements », a vu dans la création de la CFT la possibilité d'introduire un élément de démoralisation pour les autres syndicats.

La CFT a présenté des listes dans les quatre collèges, ouvriers, techniciens, agents de maîtrise et cadres. Certes, en

particulier chez les cadres, les candidats sont des éléments fascisants connus depuis longtemps dans l'entreprise pour leurs idées d'extrême-droite. Ils se sont distingués en particulier en 1968 contre les grévistes, mais dans les autres collèges, les raisons des candidatures ont été souvent très différentes : certains ont pu accepter de se mettre sur les listes parce qu'ils pensaient faire plaisir à leurs chefs et se préserver ainsi des licenciements qui vont tomber. Mais d'autres l'ont fait aussi en pensant que la CFT leur permettrait de faire un syndicalisme corporatiste qui, à leurs yeux, serait plus efficace que celui des syndicats existants dans l'entreprise.

Il en a été de même parmi les votants. Et la CFT a recueilli 500 voix.

Face à cette apparition de la CFT, les organisations syndicales CGT, CFDT et FO ont été incapables de réaliser un front unique.

Dans un tract du 11 avril, le syndicat FO de l'entreprise rappelait qu'au cours de l'année 1971, les délégués du personnel FO avaient travaillé en commun avec ceux de la CFDT ce qui, à son avis, avait été bénéfique pour les travailleurs car cela avait été déterminant **« en de nombreuses occasions, en particulier lors de la riposte aux 1.000 licenciements »**. Et ce tract ajoutait :

« Cette année, comme l'année dernière, nous avons proposé aux camarades des sections CFDT et CGT de faire des listes communes aux élections des délégués du personnel sur ce programme minimum commun :

EMPLOI :

- **non aux licenciements ; retour aux 40 heures sans perte de salaire (partage du travail entre tous) ;**
- **possibilité de prendre la retraite à 60 ans ;**
- **une véritable formation professionnelle.**

SALAIRE :

- **pas de salaire inférieur à 1.500 F par mois pour 40 heures par semaine ;**
- **augmentation uniforme d'au moins 200 francs pour tous.**

LIBERTES OUVRIERES :

- **libertés syndicales et politiques dans l'entreprise.**

Cette unité nous semblait importante pour montrer que face aux manœuvres de la direction qui présente cette année des candidats à elle (CGC et CFT) et face à la répression contre les militants, nous étions solidaires et tous prêts à travailler dans le sens d'une unité réelle. La CGT et la CFDT n'ont pas accepté l'unité. Nous le regrettons. »

Nous avons cité ce tract parce qu'effectivement nous pensons que FO Roussel a eu la seule attitude juste et correcte pour défendre les intérêts des travailleurs face au patron, à ses manœuvres de division et à la CFT.

Peut-être que les résultats de ces élections de délégués du personnel feront réfléchir les militants de la CGT et de la CFDT et qu'ils ne continueront pas à tourner le dos aux propositions de programme minimum commun que peuvent défendre FO, CGT et CFDT en matière d'emploi, de salaire et de libertés ouvrières.

Il faut noter à ce propos comment en particulier les militants de la CFDT conçoivent l'unité avec FO. A Uclaf, la CFDT a reproché à FO de n'avoir pas fusionné avec elle lors de l'opération Labi. Mais la CFDT a refusé le front commun avec FO et la CGT.

Comme on le voit, pour les militants de cette section CFDT, l'unité ce n'est pas une attitude au service des travailleurs, c'est simplement un vocabulaire qui permet parfois de justifier des intérêts de boutique et qu'on rejette à la première occasion.

Il est seulement regrettable que certains militants révolutionnaires qui militent au sein de cette section CFDT aient été dupes de l'opération Labi.

Correspondant L.O.

A propos d'une discussion sur l'activité syndicale

A la veille des élections de délégués du personnel chez Roussel-Uclaf, L'Etincelle, **feuille d'entreprise de la Ligue Communiste, publiait un numéro dont nous extrayons les lignes suivantes (les passages soulignés l'étant par la rédaction de** Lutte Ouvrière) **:**

« Du côté du pouvoir et de sa presse, c'est bien entendu le silence. Du côté de la CGT et du PCF ce n'est guère mieux. Depuis l'affaire Overney, les journaux dits de la classe ouvrière (l'Huma *et la* V.O.) *ne parlent des luttes que pour dénoncer d'hypothétiques complots.*

— PENARROYA. — *Après 32 jours de grève,* à l'initiative de la seule CF DT, *les travailleurs ont arraché plus de 20 % de rallonge. Rien dans* l'Huma *et la* V.O.

— GIROSTEEL. — *Après dix semaines de grève et* à l'initiative de la seule CFDT, *les travailleurs, pour la plupart immigrés ont gagné : 0,60 F d'augmentation horaire minimum pour l'année ; 13e mois ; liberté syndicale pour les travailleurs ; réintégration de tous les travailleurs licenciés pour fait de grève. Cinq lignes dans* l'Huma.

— JOINT FRANÇAIS (Saint-Brieuc). *Dans cette filiale de la C.G.E., 700 travailleurs sont en grève,* principalement à l'initiative de la CFDT majoritaire et combative. »

Les camarades de la Ligue Communiste de chez Roussel semblent oublier que dans deux de ces grèves (Penarroya et Girosteel), l'intervention de militants révolutionnaires a été au moins aussi importante que celle de la C.F.D.T. (il est vrai qu'il ne s'agissait, ni dans un cas, ni dans l'autre, de militants de la Ligue Communiste).

Devinette : dans quel syndicat militent chez Roussel-Uclaf, les camarades de la Ligue Communiste ?

Mais qu'est-ce qui vous permet de penser que c'est à la C.F.D.T. ?

Correspondant L.O.

CITROEN (Clichy)

La C.F.T. passe de 29 à 46 % des voix

LES élections de délégués du personnel ont eu lieu à Clichy une semaine après celles des usines du XVe, et là aussi on assiste à une progression importante de la CFT.

Cette montée des indépendants CFT est même plus importante que dans le XVe (Clichy : + 15 %, Javel : + 11 %). Pourtant, jusqu'à présent la CGT se maintenait à peu près à Clichy) ; l'an dernier elle avait même gagné des voix et des suffrages, bien qu'elle n'ait fait aucun travail sérieux d'organisation des ouvriers.

Cette année, elle paye lourdement son inertie. Nombre de travailleurs ont cédé aux pressions d'une direction très organisée d'autant plus facilement que les syndicats ouvriers les avaient laissés tout seuls pour faire face et réagir aux chantages.

Et il faut reconnaître que CFT et maîtrise avaient mis le paquet.

Cette année, la direction a démarré sa « campagne » électorale en janvier-février en forçant pratiquement tous les travailleurs immigrés à prendre la carte CFT.

Huit jours avant le déroulement des élections les consignes étaient données, soit après convocation chez l'agent de secteur, soit même carrément dans un coin de l'atelier. Les chefaillons expliquaient « Il faut que tu votes pour le patron, c'est lui qui te donne à manger » *et assortissaient leurs déclarations de menaces à peine voilées.*

Dans le même temps, la direction montait provocation sur provocation contre un camarade algérien candidat CGT aux élections. Jouant sur l'antagonisme entre les Marocains et les Algériens, elle envoya des travailleurs marocains CFT insulter et menacer le candidat algérien. Et c'est tout juste si cette machination n'aboutit pas à une bagarre raciste.

Le jour même des élections on put voir que le quadrillage de l'usine par les nervis était bien au point. Dans certains secteurs les immigrés arrivaient par groupes de vingt ou trente à la file indienne, encadrés par les entraîneurs (ces individus sont pratiquement tous à la CFT : sur la liste des indépendants sur 17 candidats, 8 sont entraîneurs).

Et pour que les groupes ne se mélangent pas, ils s'espaçaient de 15 à 30 minutes.

Aux bureaux de vote, les gardes-chiourme étaient présents en nombre pour impressionner jusqu'au bout les travailleurs.

Citroën a fait pendant ces élections à Clichy, la démonstration de la force de son encadrement anti-ouvrier. Mais malgré cela près de 2.000 travailleurs ont voté pour la CGT et la CFDT.

Et maintenant les syndicats ouvriers vont-ils enfin se décider à organiser ces travailleurs pour lutter contre les nervis du patron au lieu de se contenter de protestations verbales ou écrites ? Pour que le climat change à Citroën, c'est la seule solution.

Correspondant L.O.

RENAULT (Flins)

PROGRÈS DE LA C.F.D.T.

LES élections de délégués ont eu lieu à Flins le 19 avril. Pour le premier collège, il y avait deux listes, une CGT et une CFDT. La CGT, bien que venant en tête avec 61,20 %, a cependant perdu 2 % par rapport à l'année dernière, et un siège, au bénéfice de la CFDT.

Dans cette baisse du pourcentage, la CGT va certainement voir une fois de plus le résultat d'un « complot » dirigé contre elle, organisé par le patronat, la CFDT, les « gauchistes », etc. Pourtant, il n'y a rien là qui soit surprenant, et ce n'est que le résultat de son inaction totale depuis un an. Même si l'attitude de la C.G.T. lors de la grève de mai 1971, est loin, beaucoup d'ouvriers se rappelaient la façon dont elle s'est opposée aux mouvements revendicatifs qui ont eu lieu dernièrement dans l'usine : ainsi, lorsque les caristes, dans leur grande majorité, ont débrayé le mois dernier pour réclamer le passage à la catégorie P1, on a pu voir un tract C.G.T. dénoncer cette action comme étant « minoritaire », et laisser tomber les caristes. Et cela, joint au fait que les délégués sont pour la plupart bien peu actifs, a fait que leurs voix se sont reportées sur la CFDT. Dans certains secteurs, la CGT a perdu jusqu'à 6 % et même 20 % dans un atelier ! Ce n'est certes pas parce que la CFDT est plus combative (elle n'apparaît pas plus que la CGT, c'est-à-dire très peu), mais il n'y avait pas le choix.

Même s'il est limité, il s'agit bien là d'un désaveu d'un certain nombre d'ouvriers envers la politique des dirigeants CGT. A ceux-ci d'en tirer les conséquences.

Correspondant L.O.

livres

Depuis mai 1968, le mouvement anarchiste connait en France un regain d'intérêt, et cela se traduit dans l'industrie du Livre par l'édition d'ouvrages anarchistes, telle La Révolution inconnue, **de Voline, rééditée dans la collection Poche-Club (3 vol.) et** Kronstadt 1921, **d'Alexandre Skirda, paru aux éditions de La Tête de feuilles.**

Voline :

La révolution inconnue

VOLINE, militant anarchiste russe qui, pendant la révolution, participa au journal anarchiste *Nabate,* fut chargé de l'éducation populaire au soviet de Brobov, puis en 1919, rejoignit les troupes de Makhno en Ukraine, où il fut pendant six mois président du Comité militaire insurrectionnel. Arrêté une première fois par les bolcheviks, il est libéré quelques mois plus tard à la faveur d'un accord militaire entre l'Armée Rouge et Makhno. Arrêté de nouveau en 1921, lors de la liquidation du mouvement makhnoviste, il est peu après expulsé de Russie et émigre alors en Allemagne, puis en France.

C'est là qu'il écrit sa *Révolution Inconnue,* pour défendre le point de vue des anarchistes sur la révolution russe.

Makhno et son état-major en 1919. (Ph. Viollet)

Dans cet écrit, Voline nous explique que jusqu'en octobre 1917, les militants anarchistes n'apparaîtront pas politiquement, car ils n'ont pas d'autres mots d'ordre à mettre en avant que ceux des bolcheviks eux-mêmes. « *Lorsque je lisais les écrits de Lénine, surtout ceux postérieurs à 1914,* écrit Voline, *je constatais le parallélisme parfait de ses idées avec celles de l'anarchisme, exception faite de l'idée de pouvoir...* »

Mais pour Voline, l'utilisation de ces mots d'ordre par les bolcheviks n'est que ruse de la part de ces derniers, pour prendre le pouvoir et se retourner ensuite contre la révolution. Aussi la voix des anarchistes est-elle là pour mettre les masses en garde contre les bolcheviks. Mais les masses ne l'entendent pas et elles font confiance aux bolcheviks.

C'est donc après Octobre que la différence entre la politique des bolcheviks et celle des anarchistes va pouvoir apparaître : l'erreur fondamentale du bolchevisme, nous dit Voline, est résumée dans ce titre d'une conférence de Trotsky. « L'organisation du pouvoir » : selon lui ce qu'il fallait organiser, c'était la révolution. Voline va nous montrer par quelques exemples comment il entendait organiser la révolution face aux « étatistes » qui paralysent l'élan révolutionnaire pour imposer leur propre pouvoir.

Il nous raconte, à titre exemplaire, l'histoire de l'usine de pétrole Nobel. C'était fin 1917. L'usine, comme beaucoup d'autres, est fermée. Les ouvriers tiennent un meeting où Voline prend la parole. Son intervention se résume à ceci : « *Allez-y les gars, vous savez où prendre les combustibles, les matières premières, servez-vous et remettez l'usine en marche.* » Un bolchevik parle ensuite pour expliquer que l'on ne peut pas utiliser au petit bonheur le peu de matières premières dont dispose pour l'instant la Russie, qu'il faut tout remettre sur pied, et qu'en attendant, il y a des priorités. Voline est très applaudi. Le bolchevik, lui, est à contre-courant : « *Voilà la preuve de la justesse de mon intervention* », pense Voline.

Défendre l'idée que dans la Russie affamée, en guerre, encerclée par les capitalistes, il y ait des priorités vitales dans la répartition des matières premières, même si cela n'est pas compris de tout le monde, c'est, pour Voline, faire preuve du plus grand machiavélisme.

Pour lui, il y avait une solution simple : « Allez-y les gars. » Mais les bolcheviks ne voulaient pas le dire. Car, toujours selon lui, les bolcheviks avaient peur des masses. Ils préféraient que les usines ne tournent pas et que le pays soit ruiné !

C'est le fond de l'argumentation des anarchistes dans leurs attaques contre les bolcheviks.

L'opposition anarchisme - bolchevisme aura son point culminant, pour Voline, lors de l'insurrection de Kronstadt en mars 1921, insurrection, dirigée contre le gouvernement bolchevik, où les anarchistes joueront un rôle important et qui fut réprimée militairement par l'Armée Rouge.

La dernière partie de la *Révolution Inconnue* est consacrée au mouvement makhnoviste en Ukraine. C'est peut-être la partie la plus intéressante du livre, car Voline, qui a participé pendant des mois à ce mouvement, nous en donne un récit vivant qui fait sentir ce qu'était cette armée paysanne qui opère de 1918 à 1921 dans le sud-est de l'Ukraine. C'est le deuxième exemple de « succès » de la politique anarchiste en Russie, car Makhno est anarchiste et de nombreux anarchistes vont venir se mettre au service de ce mouvement paysan. Ce récit nous montre à la fois l'efficacité de cette troupe de partisans très mobile, très liée à la population, mais aussi les limites du mouvement, et notamment son absence de perspectives générales et son régionalisme étroit. Les troupes de Makhno restaient dans leur fief, leur petite région de l'Ukraine où elles ne toléraient personne d'autre et le mouvement makhnoviste ne s'intéressait pas à ce qui pouvait se passer ailleurs en Russie. Même pendant la période d'alliance militaire entre l'Armée Rouge et celle de Makhno, cette dernière refusera de se déplacer pour apporter son concours à la lutte contre les Blancs lorsque cela se passera en dehors de son fief.

Drapeau des anarchistes ukrainiens pendant la guerre civile. (Ph. Viollet)

Le livre de Voline sur la révolution russe, devenu un classique de l'anarchisme, est dans l'ensemble assez décevant. La pauvreté même de l'argumentation est significative du fait que les anarchistes n'eurent, au cours de la révolution russe, rien à offrir aux masses ouvrières et paysannes, aucune perspective d'une voie autre que celle empruntée par les bolcheviks. Et c'est là la critique essentielle que l'on peut faire à ces adversaires « de gauche » du bolchevisme.

O.B

Voline - La révolution Inconnue - « L'insurrection paysanne en Ukraine » - Poche Club, « Changer la vie » - 9 F 50.

Skirda :

KRONSTADT 1921

LE livre contient en fait plusieurs écrits, un de Skirda et des textes qui, pour l'auteur, sont de « valeur capitale », car ils sont écrits par des Kronstadiens.

Une part importante des récits est consacrée au rôle de Kronstadt et des Kronstadiens durant la période de 1917 : février 1917, le 3 juillet, la lutte contre Kornilov, le « chemin d'octobre », octobre 1917.

Car pour les auteurs, il y a continuité révolutionnaire entre les marins de Kronstadt de 1917 et ceux qui se trouvent à Kronstadt en mars 1921, du fait que les événements se passent sous la forteresse de Kronstadt, et la question qu'ils posent est la suivante : si Trotsky a pu qualifier en 1917 Kronstadt de « gloire et de fierté de la révolution », comment les bolchéviks peuvent-ils dire, en 1921, que Kronstadt est un repaire réactionnaire ?

En fait Trotsky s'en explique très largement : ...« Si les marins de Kronstadt de 1917-1918 s'étaient trouvés considérablement au-dessus du niveau de l'Armée Rouge et avaient constitué l'armature de ses premiers détachements, de même que l'armature du régime soviétique dans de nombreuses provinces, les marins qui étaient restés dans le Kronstadt « en paix » jusqu'au commencement de 1921, sans trouver d'emploi sur aucun front de guerre civile, étaient en règle générale, considérablement au-dessous du niveau moyen de l'Armée Rouge et renfermaient un grand pourcentage d'éléments complètement démoralisés, qui portaient d'élégants pantalons bouffants et se coiffaient à la façon des souteneurs. »

« A Kronstadt, garnison qui ne faisait rien et vivait sur le passé, la démoralisation avait atteint des proportions extrêmement importantes... Les soviets dominés par les socialistes révolutionnaires et les anarchistes, pouvaient seulement servir de transition pour passer de la dictature prolétarienne à la restauration capitaliste. Ils n'auraient pu jouer aucun rôle, quelles qu'aient été les idées « de leurs participants ». Le soulèvement de Kronstadt avait un caractère contre-révolutionnaire.

Mais les réponses données par Trotsky et les bolchéviks ne sont pour les anarchistes que ragots et basses calomnies bien que, lorsqu'ils évoquent les périodes dures de 1917, ils se plaignent du fait que les bolchéviks avaient vidé Kronstadt en envoyant les marins sur les fronts de la guerre civile où les bolchéviks se trouvaient en difficulté.

Pour Skirda, Kronstadt 1921 est le début de la troisième révolution, celle qui amènera la société libertaire. Et, pour lui, la Nouvelle Politique Economique des bolchéviks, qui est la restauration du capitalisme, nécessitait la répression du « dernier souffle révolutionnaire du prolétariat à Kronstadt ».

De toute façon, chez Skirda et les autres auteurs, on retrouve la thèse fondamentale des anarchistes, tout acte, toute parole ou démarche des bolchéviks, obéit à un postulat bien précis : selon eux, le problème essentiel pour les bolchéviks, est d'avoir le pouvoir et toutes leurs mesures n'ont pour but que d'évincer les masses du pouvoir, de les décourager, de les briser. Les bolchéviks, toujours selon les anarchistes, ont volontairement écœuré les travailleurs jusqu'à leur faire déserter les usines, etc. Pour cela d'ailleurs, ils se montrent parfois très habiles et rusés ou carrément calomniateurs. Pour Skirda, la tactique bolchévique du « feldmaréchal Trotsky » et du « dictateur Lénine », n'est qu'œuvre de mort visant la défaite de la révolution.

C'est, on le voit, un a priori **qui rend impossible toute approche objective de ce qui s'est passé à Kronstadt.**

L'insurrection de Kronstadt que les anarchistes dénomment « la commune de Kronstadt », débute le 2 mars 1921 par une assemblée de 300 délégués qui désigne un Comité Révolutionnaire Provisoire dont le rôle sera de gérer la ville et la garnison en attendant que soit élu un nouveau soviet ; il est procédé aussitôt à l'arrestation des délégués communistes.

Kronstadt, insurgée contre le gouvernement bolchevik, appellera à l'insurrection les autres villes et surtout Pétrograde sa voisine, mais Kronstadt restera isolée. Cependant les bolcheviks devront reprendre le 18 mars la forteresse, militairement, avec l'Armée Rouge, après une semaine de combats.

Kronstadt 1921. « Prolétariat contre bolchevisme ». Alexandre Skirda. 32,50 F.

cinéma

La Mandarine

de E. Molinaro

CEUX qui ont apprécié **La vieille fille,** que Philippe Noiret et Annie Girardot interprétaient excellemment, pourraient être tentés, en les voyant figurer au générique, par **La Mandarine.** Disons tout de suite qu'ils commettraient une lourde erreur. Tout l'art d'Annie Girardot, de Madeleine Renaud et de Philippe Noiret n'arrive pas à donner consistance à cette insipide histoire, incolore, inodore et sans saveur.

On assiste avec ennui aux évolutions d'une famille de riches propriétaires d'hôtel, tout troublés par le débarquement d'un jeune farfelu, qui est comme de juste Anglais, plein d'argent et roule en Rolls. Dans cette charmante famille, on semble n'avoir rien d'autre à faire dans la vie que de se regarder mutuellement le nombril (au propre comme au figuré) ; ce qui, après tout, ne serait pas grave si cela comportait le moindre intérêt pour le spectateur.

Mais cela n'en comporte aucun, et on se demande quelle idée a bien pu prendre le réalisateur de retirer ces gens de leur cocon pour nous les montrer durant deux heures. A se les voir infliger tout ce temps, on a parfois envie de les gifler !

A.F.

I CANNIBALI

de L. Cavani

DES monceaux de cadavres jonchant les rues et les parcs de la ville, pourquoi ? La télévision nous apprend seulement qu'il est interdit de toucher aux cadavres des « rebelles » et appelle au respect de la loi, de l'ordre et de la démocratie. Bref, un peu de politique au début, ça se vend bien de nos jours. L'héroïne, Antigone, fiancée au fils d'un ministre, décide de braver la loi et d'enterrer le corps de son frère ; elle trouve pour l'aider un mystérieux étranger aux allures de conspirateur gauchiste de cinéma (un film très à la mode, quoi !). L'enterrement a lieu suivant un rite très compliqué qui ne semble avoir pour but que d'être esthétique, puis nos héros partent voler à l'Etat d'autres cadavres. Ils sont poursuivis par l'armée ; là, enfin, grâce à quelques gags, le cinéaste arrive à arracher de rares sourires à la salle. Puis l'ennui reprend : simulacre de passage à tabac sur des fauteuils à roulettes, cour de prison gardée par des matons en infirmiers où Antigone joue de la guitare devant des prisonniers d'asile d'aliénés... Tout cela est peut-être chargé de signification secrète et profonde, mais voilà, pour vos 10 F, vous n'avez même pas droit au mode d'emploi. On regrette sa soirée, sauf peut-être si on est amateur de technique, car reconnaissons à Cavani ce mérite qu'à défaut d'avoir quelque chose à dire elle le dit bien.

M.J.

FEUILLETON

L'abondance de l'actualité nous a contraint à supprimer les deux pages du feuilleton. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser. Ils retrouveront la suite du Bois qui pleure **dans les prochains numéros.**

TÉLÉVISION : SÉLECTION DE LA SEMAINE

MERCREDI 3 MAI
2e CHAINE (20 h 30) :
Si tous les gars du monde

Film sympathique et bourré de bonnes intentions qui a pour sujet la solidarité internationale mise en œuvre pour sauver les marins d'un chalutier atteint d'épidémie. Pas toujours très convaincant.

VENDREDI 5 MAI
1re CHAINE (20 h 30) :
Les dames du bois de Boulogne

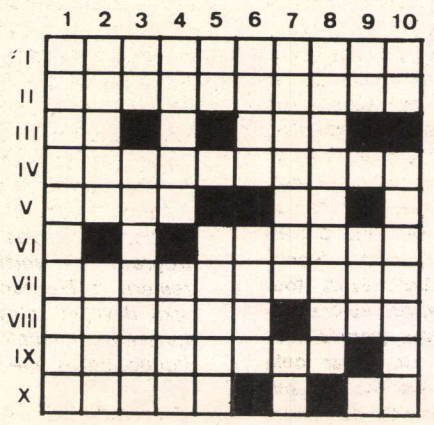
Tiré d'un conte philosophique de Diderot (dans *Jacques le Fataliste*), ce film de Bresson est visible et fort bien joué, ce qui mérite d'être signalé (avec Maria Casarès).

DIMANCHE 7 MAI
2e CHAINE (14 h 50) :
Les mutinés du « Téméraire ».

Film d'aventure sans prétention où l'on pourra revoir avec plaisir une excellente composition d'Alec Guinness et de Dick Bogarde.

LUNDI 8 MAI
1re CHAINE (14 h 25) :
Ces messieurs de la Santé.

(1934). Avec Raimu, Lucien Baroux et Edwige Feuillère.



Nous prions nos lecteurs cruciverbistes de bien vouloir nous excuser d'une erreur qui s'est glissée dans notre précédente grille : nous avions oublié de noircir la case VIII-6.

HORIZONTALEMENT. — 1. Très demandés (engagent rarement leurs auteurs). — 2. Professionnels. — 3. Mesure chinoise - Possédés. — 4. Pollueur. — 5. Cité d'Asie Mineure - Presse du chœur. — 6. Traînais. — 7. Brigade spéciale. — 8. Ne manque pas de style - Cardinal. — 9. Regrets. — 10. Marin écossais - Note.

VERTICALEMENT. — I. Amateur de belles voix. — II. Débris - En Andalousie. — III. Dans le rôti - Maintenir sous son empire. — IV. Chapeau - A la ligne. — V. Dans râle - Interjection familière. — VI. Ville d'Armorique - On n'a pas besoin de l'acquérir. — VII. Souvent à la une - Ce qui ne veut pas toujours dire approuvé. — VIII. Qualifie les bonnes portées. — IX. Note (inversé) - Personnels. — X. Malade de la caisse - Prénom féminin.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	R	E	P	R	E	S	S	I	O	N
II	A	N	D	A	L	O	U	S	I	E
III	S	E	M	I	■	F	R	E	L	E
IV	P	E	■	S	E	■	E	■	■	■
V	O	■	D	I	M	I	T	R	O	V
VI	U	R	A	N	U	S	■	A	L	E
VII	T	I	R	S	■	A	R	M	E	R
VIII	I	T	T	■	D	■	U	E	■	I
IX	N	E	R	V	U	R	E	■	O	T
X	E	S	E	L	■	A	S	T	R	E

20 - 21 - 22 mai

FETE DE lutte ouvrière

PRESLES (Val d'Oise)

CARS SPECIAUX
PORTE DE LA CHAPELLE

Départs tous les quart d'heure
à partir du SAMEDI, 11 h 30...
...à la fin

TRAIN SPECIAL
GARE DU NORD

DIMANCHE, 14 HEURES

Débats - Expositions - Stands culturels - Cinéma

Jeux forains - Théâtres - Variétés - Bals...

Frites - Moules - Poulets - Steacks - Sardines grillées

Boissons - Cafétéria - Spécialités...

Librairie : livres et disques avec 20 % de réduction

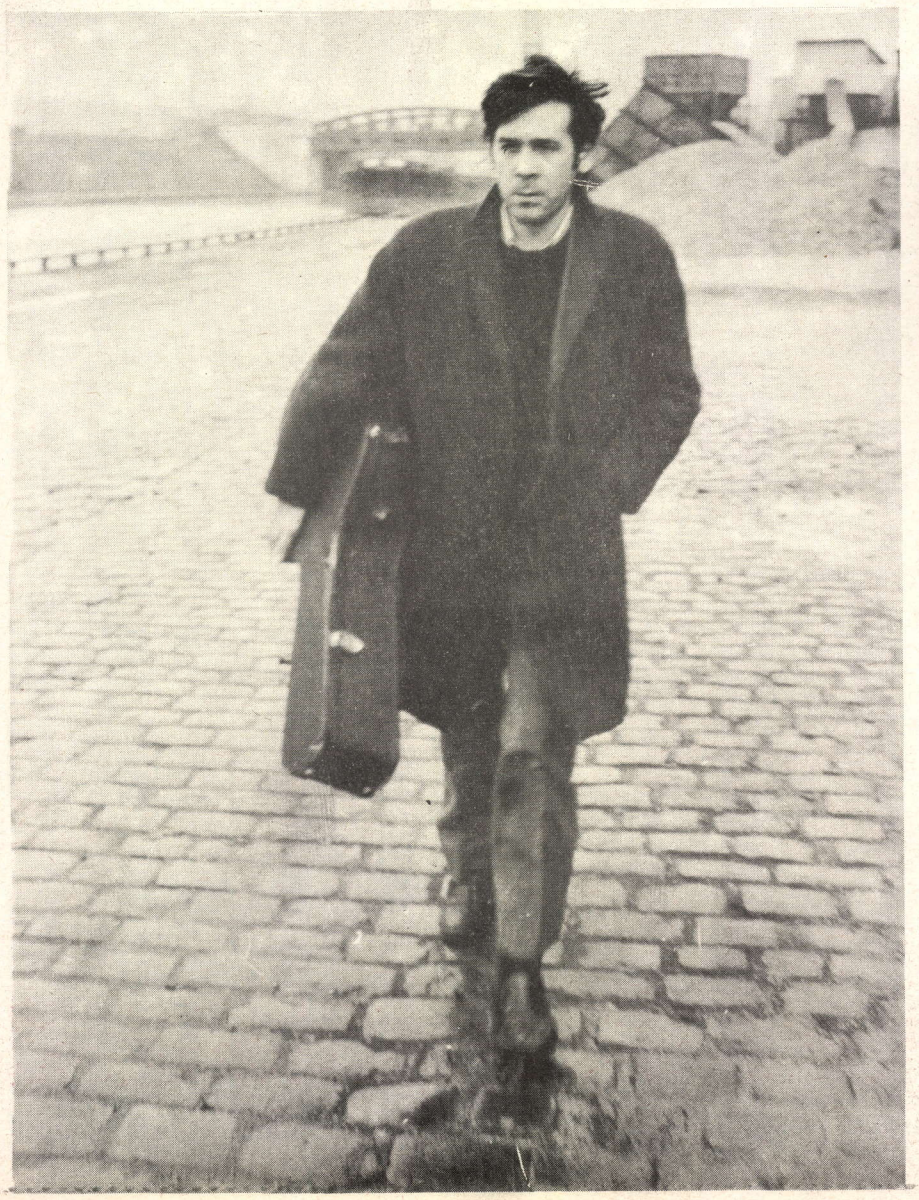
avec

Los Huincas

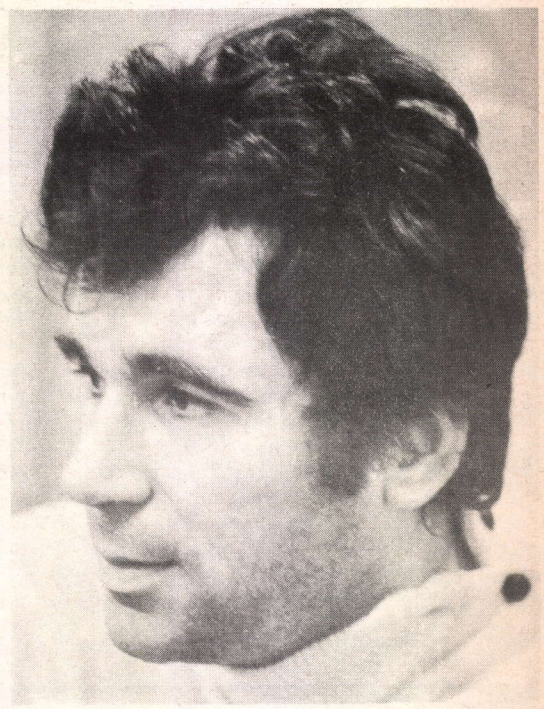
Grand Magic Circus

Théâtre du Soleil

Paco Ibañez



Claude Nougaro



Pierre Repp

Francesca Solleville